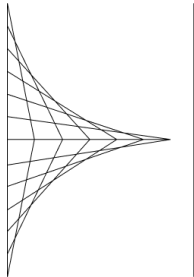


Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Rapport final, appréciation des charges et produits de GreenAlp

Septembre 2025





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

Paris Infrastructure Advisory
www.Parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com

Client : Commission de régulation de l'énergie

Projet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Sujet : GreenAlp – Rapport final

Commentaire : REV E Harmonisation finale

E	05/09/2025	Final	L. Aljounaidi	L. Aljounaidi
D	20/08/2025	Final	L. Aljounaidi	L. Aljounaidi
C	06/08/2025	Final	J. Garnavault	L. Aljounaidi
B	04/08/2025	Final	A. Vasudeva	L. Aljounaidi
A	16/07/25	Final	A. Vasudeva	
Rev	JJ/MM/AA	Statut	Rédige par	Revu Par
				Emis Par



Table des matières

I.	Introduction	4
A.	Contexte	4
B.	Objectif et Problématique.....	4
C.	Récapitulatif des documents reçus et analysés.....	5
D.	Chronologie des échanges	5
II.	Synthèse des résultats de l'audit	6
III.	Données et hypothèses.....	7
A.	Trajectoires de références ATRD6.....	7
B.	Inflation.....	7
C.	Convention utilisée	7
IV.	Consommations externes.....	8
A.	Fournitures non stockables	8
B.	Achats stockés.....	10
C.	Achats matières et fournitures non stockées.....	13
D.	Loyers, crédit bail et charges locatives	14
E.	Redevances.....	20
F.	Services extérieurs entretien et maintenance	20
G.	Assurances	35
H.	Frais de recherche.....	38
I.	Prestations externes	40
J.	Dépenses de communication.....	41
K.	Aides commerciales.....	43
L.	Autres charges.....	45
M.	Synthèse de la catégorie Consommations externes	59
V.	Charges de personnel	60
A.	Effectifs.....	60
B.	Rémunérations personnel	61
C.	Charges sociales	63
D.	Congés payés, CET y compris cotisations sociales	65
E.	Intéressement.....	66
F.	Abondement sur intéressement	68
G.	Participation	69

H.	CCAS 1%	71
I.	Autres charges sociales	72
J.	Synthèse de la catégorie Charges de personnel	74
VI.	Impôts et taxes	75
A.	Taxe foncière	75
B.	Impôts et taxes sur les rémunérations	77
C.	CET	79
D.	Autres dont Contribution sociale de solidarité sur les sociétés	80
E.	Synthèse de la catégorie Impôts et taxes	82
VII.	Recettes extra-tarifaires	82
A.	Locations de compteurs et postes	82
B.	Facturation prestations catalogue	84
C.	Travaux pour tiers	86
D.	Autres recettes	89
E.	Synthèse de la catégorie Recettes extra-tarifaires	90
VIII.	Production immobilisée	91
IX.	Coûts échoués	93



I. Introduction

A. Contexte

L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1er juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022.

Dans la perspective de la prochaine période de régulation (2026-2029), la CRE élabore actuellement la trajectoire tarifaire prévisionnelle de ces neuf ELDs. L'établissement des niveaux de charges à retenir doit répondre aux exigences de l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace »

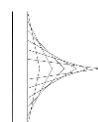
L'évaluation de la CRE doit ainsi reposer sur une analyse détaillée des charges prévisionnelles de chaque opérateur, en distinguant les charges d'exploitation et les charges de capital. Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une connaissance précise de la structure des coûts de ces gestionnaires de réseaux afin d'évaluer leur niveau et leur efficacité, tant sur la période 2022-2025 que sur la période à venir.

B. Objectif et Problématique

Cet audit vise à fournir à la CRE la compréhension nécessaire des charges et produits d'exploitation des neuf ELDs de gaz disposant d'un tarif spécifique sur la période de régulation actuelle (données réalisées de 2022 à 2024 et estimées pour 2025), ainsi que des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par les opérateurs pour la prochaine période tarifaire (2026-2029).

Il permettra de, pour chaque poste de charges et produits d'exploitation :

- Comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation (pour la période 2022-2029)
- Comprendre les hypothèses sous-jacentes à leur évolution
- Porter une appréciation sur les évolutions proposées par les opérateurs sur les exercices 2026-2029, notamment en s'appuyant sur l'analyse des niveaux de charges réalisées et



estimées ainsi que sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction des opérateurs.

- Porter une appréciation sur l'efficacité des opérateurs sur les exercices 2022, 2023 et 2024 et sur l'amélioration de leur efficacité prévue sur la période ATRD 7.
- Éventuellement, si l'analyse conclue que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles de l'un des opérateurs n'est pas efficace, proposer un niveau de charges d'exploitation efficace pouvant être atteint par les opérateurs.

C. Récapitulatif des documents reçus et analysés

Ce rapport s'inscrit dans la continuité des documents transmis à savoir :

- Le dossier tarifaire présenté à la CRE pour la période ATRD7 à venir
- La matrice de trajectoire financière ATRD7
- L'analyse des paramètres et ratios opérationnels de l'activité
- Les principes de dissociation comptable
- Les éléments de dissociation comptable des années 2022, 2023 et 2024
- Les balances comptables des années 2022, 2023 et 2024
- Les déclarations fiscales des années 2022, 2023 et 2024
- Les réponses au questionnaire et au rapport pré-contradictoire
- L'analyse et la projection de la convention de facturation des prestations supports entre GreenAlp et GEG pour la période réalisée ATRD6 et celle à venir ATRD7
- Une deuxième version de l'analyse et la projection de la convention de facturation des prestations supports entre GreenAlp et GEG, à la suite de la phase contradictoire
- La convention de refacturation des prestations de services supports de GEG
- Le bail commercial entre GEG et GreenAlp
- L'accord d'intéressement pour les années 2022, 2023, 2024 et 2025
- Le niveau des objectifs d'intéressement GreenAlp pour l'année 2024
- L'accord de participation du groupe GEG

D. Chronologie des échanges

Le déroulement de l'audit ATRD7 de GreenAlp a été le suivant jusqu'à aujourd'hui :

Point d'étape	Date
Réunion de démarrage	16 mai 2025
Réception de tous les documents demandés	21 mai 2025
Envoi du questionnaire et premier échange technique avec GreenAlp	2 juin 2025
Réception des réponses au questionnaire	6 juin 2025
Présentation du rapport pré-contradictoire à GreenAlp	25 juin 2025



Réception des éléments contradictoires de GreenAlp	7 juillet 2025
Présentation du rapport final à la CRE	16 juillet 2025

Tableau 1 – Récapitulatif du calendrier de l'audit

II. Synthèse des résultats de l'audit

Cette section détaille les principaux ajustements proposés à l'issue de l'audit des charges et produits de GreenAlp.

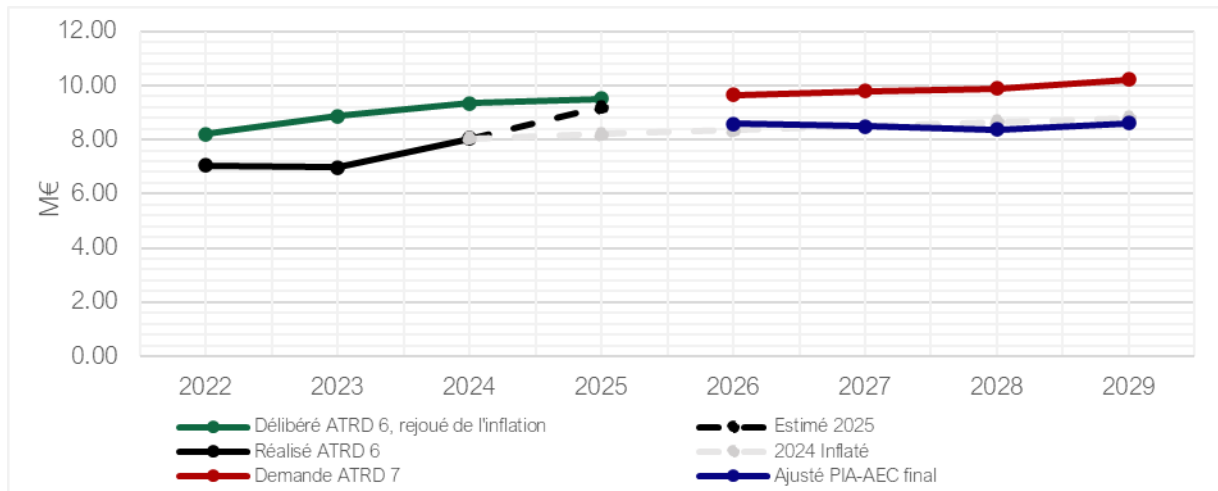


Figure 1 - Trajectoire du total des charges à couvrir

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	9,65	9,79	9,89	10,23	9,89
Ajusté PIA-AEC	8.60	8.51	8.40	8.62	8.53
Ecart (en valeur)	-1.05	-1.28	-1.49	-1.61	-1.36
Ecart (en% du poste)	-11%	-13%	-15%	-16%	-14%

Tableau 2 – Total charges à couvrir, demande et proposition

L'ajustement global proposé par le consultant revoit en moyenne de 14% à la baisse la demande totale des charges à couvrir de l'opérateur pour la période tarifaire à venir.

Les principaux ajustements sont les suivants :

- Le poste Services extérieurs, entretien et maintenance : l'ajustement proposé représente en moyenne 5,3% des CNE demandées par GreenAlp sur la période 2026-2029, soit 0,53M€ en moyenne.
- Le poste Rémunération personnel est ajusté à la baisse à hauteur en moyenne de 2,5% des CNE demandées par l'opérateur, soit 0,24M€ en moyenne. Cet ajustement est en lien avec la proposition d'effectif inférieure à la demande de GreenAlp pour la prochaine période tarifaire.



- Le poste Charges sociales : l'ajustement proposé constitue en moyenne 2,2% des CNE demandées par GreenAlp, soit 0,22M€ sur la période.
- L'ajustement proposé pour le poste Autres charges sociales représente en moyenne 1% (0,74%) des CNE demandées par l'opérateur sur la période tarifaire à venir, soit 0,07M€ sur les années 2026-2029.

III. Données et hypothèses

A. Trajectoires de références ATRD6

La trajectoire ATRD6 hors AMR pour GreenAlp est la suivante.

Hors AMR	2022	2023	2024	2025	Moyenne
Trajectoire CRE pour GreenAlp	7911,8	8148,1	8447,5	8440,6	8237,07

Tableau 3 – Trajectoire ATRD 6 OPEX hors AMR

La trajectoire ATRD6 transmise par la CRE pour les OPEX AMR est la suivante.

AMR	2022	2023	2024	2025	Moyenne
GreenAlp	227,8	193,9	145,2	104,1	167,8

Tableau 4 – Trajectoire de référence ATRD 6 OPEX AMR

B. Inflation

La délibération ATRD6 définit l'inflation à appliquer comme suit « L'inflation réalisée est définie comme l'évolution de la valeur moyenne de l'indice des prix à la consommation hors tabac, tel que calculé par l'INSEE pour l'ensemble des ménages France entière (référéncé INSEE 1763852), constaté sur l'année civile *N-1*, par rapport à la valeur moyenne du même indice constatée sur l'année civile 2020. »

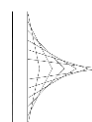
Ainsi calculée, la trajectoire d'inflation réalisée de référence est :

	2021	2022	2023	2024	2025
Réalisé (INSEE)	Année de référence	5.34%	4.82%	1.85%	1.80%

Tableau 5 – Trajectoire d'inflation réalisée sur ATRD 6

C. Convention utilisée

Les postes « consommations externes », « charges de personnel », « impôts et taxes » ainsi que les « coûts échoués » constituent des charges, et sont donc comptabilisés positivement dans le calcul du total des charges nettes d'exploitation (CNE) de l'opérateur. À l'inverse, la production immobilisée, les recettes extra-tarifaires sont déduits du total des CNE.



Dans ce rapport, les montants figurant dans les tableaux relatifs à la demande de l'opérateur et à la proposition du consultant sont présentés en valeur absolue. Le retraitement en charges ou en produits (positif ou négatif) est effectué au stade du calcul global des CNE.

IV. Consommations externes¹

Les consommations externes représentent 60,27% des CNE.

A. Fournitures non stockables

Les fournitures non stockables font référence au carburant consommé par les véhicules et représentent 0,29% des CNE de GreenAlp.

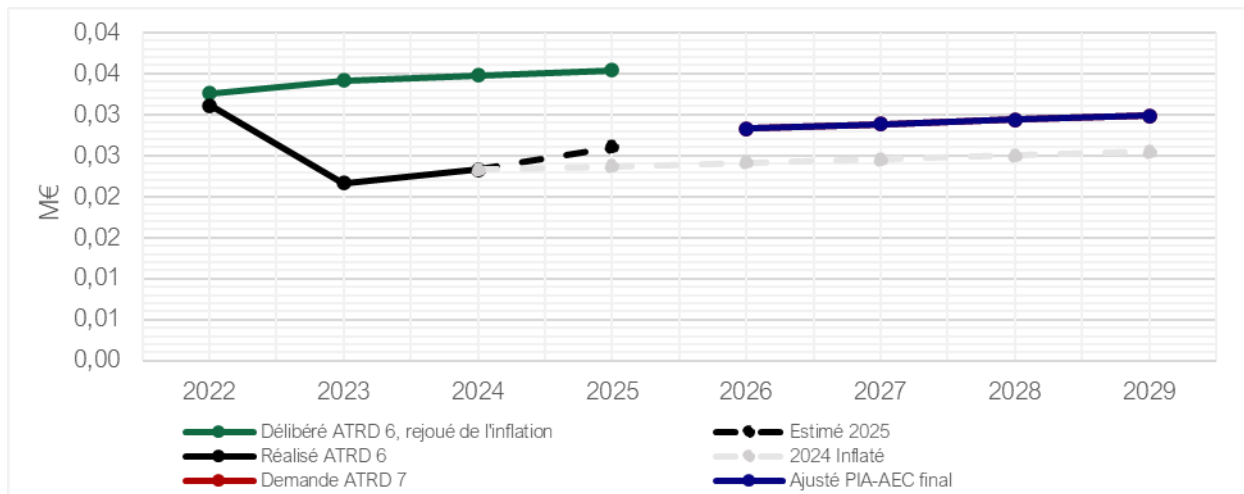


Figure 2 - Trajectoire du poste « Fournitures non stockables »

1) Bilan ATRD6

La trajectoire réalisée 2022-2024 est en moyenne 23% plus faible que la trajectoire délibérée pour la même période. GreenAlp explique cet écart par l'absence d'imputations des consommations de carburant des véhicules utilisés par l'agence de Villard Bonnot.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Fournitures non stockées	2 241	2 158	11 095
Fournitures non stockées GEG	27 542	19 527	11 846
Consommation Interne GEG SE	1 329	-28	359

Tableau 6 – Fournitures non stockables, détail des comptes associés à ce poste dans la balance générale

¹ Sauf mentionné, les trajectoires analysées se fondent sur les données transmises dans l'onglet « OPEX courants (hors AMR) » du fichier « Annexe3_Matrice Trajectoire ATRD7_GreenAlp_2025_ ».



2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire n'a pas détaillé la demande de l'opérateur. La trajectoire demandée semble suivre l'inflation prévisionnelle d'après l'année 2025.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Si les consommations de carburant par l'agence de Villard Bonnot n'ont pas été imputées dans ce poste, elles l'ont été dans un autre. Toutefois, GreenAlp n'a pas précisé de quel poste il s'agissait. La trajectoire proposée à ce stade a pour but de ne pas comptabiliser deux fois ces charges liées aux consommations de carburant tout en tenant compte des variations observées sur ce poste entre 2022 et 2024. La valeur de référence retenue est ainsi la moyenne des fournitures non stockables sur 2022-2024, avec prise en compte de l'inflation et une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ecart (en valeur)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (en% du poste)	-26%	-26%	-26%	-26%	-26%

Tableau 7 – Fournitures non stockables, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La trajectoire prévisionnelle ATRD7 a été constituée à hauteur de la moyenne des consommations réalisées sur la période 2022_2024 à laquelle a été ajoutée une consommation de 1.8 k€ / an correspondant aux consommations des véhicules des techniciens intervenant sur Villard Bonnot, non affectées à tort à l'ATRD. Le montant de 1.8 k€ correspond au relevé des cartes EDENRED (mises en place en 06/2024) et BP/WEX dont sont dotés les véhicules pour régler leurs consommations de carburant.

Ci-dessous le relevé des consommations 2024 correspondants :

Fournisseur	Quantité	Montant HT	Montant TTC
BP WEX du 01/01 au 31/05/2024	292,19	484,39 €	581,27 €
EDEREND du 01/06/ au 31/12/2024	967,99	1 346,18 €	1 615,39 €
TOTAL	1260,18	1 830,57 €	2 196,66 €

Tableau 8 – Relevé des consommations 2024 transmis par GreenAlp, « Fournitures non stockables »

Ces consommations n'ont pas été affectées à un autre compte de la matrice mais dans une unité géographique transverse (SUGZ) au lieu d'être affectées analytiquement à Villard Bonnot. Elles n'ont donc pas été produites dans les comptes ATRD.



En outre, la décote de 20% est infondée par rapport à l'évolution potentielle des coûts des carburants sur les années 2026-2029, fortement sujets à des variations liées aux tensions géopolitiques et aux politiques environnementales. Nous la réfutons donc.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

À la suite des explications fournies par l'opérateur, la trajectoire retenue reconduit la demande de GreenAlp pour ce poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Ajusté PIA-AEC final	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 9 – Fournitures non stockables, demande et proposition finale

B. Achats stockés

Ce poste correspond aux consommations de matériels sur investissements et exploitation, transitant par les stocks. Les achats stockés représentent 3,37% des CNE.

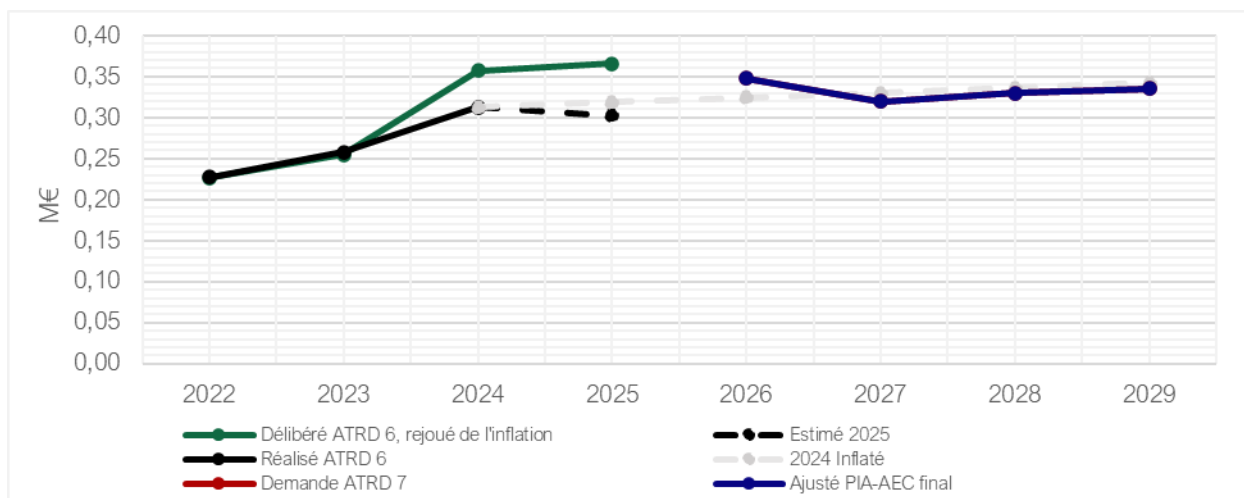


Figure 3 - Trajectoire du poste « Achats stockés »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp explique que l'écart visible en 2024 provient du fait que les rénovations de conduites montantes en concession prévues dans la trajectoire ont été décalées dans le temps. De plus, l'opérateur a fait appel à des prestataires qui achètent directement le matériel.



2) Explication de la demande par GreenAlp

Les achats stockés pour la construction de la trajectoire 2026-2029 correspondent selon GreenAlp aux consommations de matériels sur investissements et exploitation, transitant par les stocks. Ils ont été extrapolés à dire d'experts, à partir de l'analyse détaillée par projet des consommations de matériels par rapport à 2024, au titre essentiellement du programme de maintenance et du programme d'investissements. La contrepartie des consommations d'achats stockés pour investissements est neutralisée en production immobilisée.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

N'ayant pas eu les détails de l'analyse chiffrée permettant d'estimer les achats stockés pour la période tarifaire à venir, la trajectoire proposée est celle reconduisant la moyenne des années 2022-2024 réalisées et indexées sur l'inflation, avec une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,35	0,32	0,33	0,34	0,33
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,22	0,22	0,23	0,23	0,23
Ecart (en valeur)	-0,13	-0,09	-0,10	-0,10	-0,11
Ecart (en% du poste)	-36%	-30%	-31%	-31%	-32%

Tableau 10 – Achats stockés, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Comme expliqué sur notre dossier tarifaire, de nombreuses nouvelles obligations réglementaires ont eu lieu sur la période de l'ATRD6. Prendre comme référence la moyenne des années 2022-2024 revient donc à méconnaître ces modifications. Pour rappel, les conduites montantes ont été rétrocédées pleinement mi-2023. La première année pleine de maintenance sur ces ouvrages est donc 2024. La résorption des ouvrages fonte connaît aussi une accélération à partir de 2024 afin de répondre aux obligations réglementaires. Même chose sur la sécurisation des branchements, l'obligation réglementaire pour 2032 oblige une accélération sur cette opération, en ligne avec ce qui a été fait sur 2024. Pour le remplacement des régulateurs de branchements, cette opération réglementaire a débuté en 2023, une moyenne avec 2022 ne peut donc pas être appliquée. Voici des exemples d'opération entraînant des achats stockés et qui permettent de comprendre qu'une moyenne des années 2022-2024 n'est pas pertinente mais qu'il faut bien prendre comme, référence l'année 2024 qui est plus représentative de la période ATRD7. Il est d'autre part certain qu'une décote arbitraire de 20% sur cette catégorie ne nous permettrait pas de tenir nos obligations réglementaires mentionnées ci-dessus.

Afin d'illustrer nos propos voici le détail des principales opérations générant des achats stockés entre 2024 et 2029 en k€ :

k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029
----	------	------	------	------	------	------



Sécurisation des branchements	18	26	26	26	26	26
Remplacement des régulateurs de branchement	35	52	52	52	52	52
Condamnation des OCI	26	24	40	17	9	9
Maintenance préventive du réseau	11	7	7	7	7	7
Maintenance des CICM	17	22	22	22	22	22
Outillage	41	34	34	34	34	34
Résorption des réseaux fonte	8	56	56	56	62	67
Modification des ouvrages à la demande de Tiers	2	37	41	31	41	27
AMR (post-déploiement)	0	0	20	20	5	5

Tableau 11 – Détail des opérations « Achats stockés » entre 2024 et 2029

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant prend note des éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire sur les nouvelles obligations et leurs impacts dès 2023. GreenAlp a fourni le détail chiffré spécifique à chaque catégorie de coûts pour ce poste, qui correspondent pour la plupart à des obligations réglementaires. La référence 2024 a été dûment justifiée par l'opérateur, la trajectoire proposée reconduit donc la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,35	0,32	0,33	0,34	0,33
Ajusté PIA-AEC final	0,35	0,32	0,33	0,34	0,33



Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 12 – Achats stockés, demande et proposition finale

C. Achats matières et fournitures non stockées

Ce poste regroupe essentiellement les fournitures d'entretien et de petits équipements divers qui ne transitent pas par les stocks. Il représente 0,43% des CNE de l'opérateur.

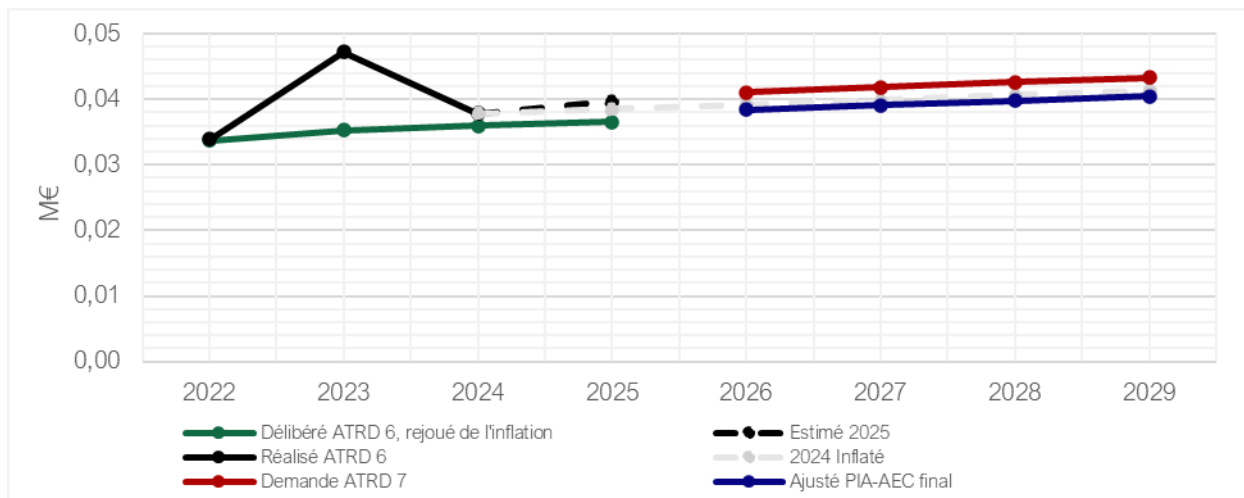


Figure 4 - Trajectoire du poste « Achats matières et fournitures non stockées »

1) Bilan ATRD6

La différence entre le réalisé et le délibéré (environ 40% en 2023) est expliquée par GreenAlp comme résultant d'une affectation de la maintenance de matériel sur ce poste au lieu de la catégorie service extérieur, entretien et maintenance.

Les informations de la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Fournitures vestimentaires	1 101	1 082	465
Fournitures d'entretien & de petits équipements	30 367	53 451	35 193
Fournitures administratives	2 053	1 365	1 569
Matériel bureau non immobilisés	-	358	118
Fournitures d'entretien & de petits équipements GEG	501	416	487

Tableau 13 – Détail des comptes du poste « Achats matières et fournitures non stockées »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire n'a pas détaillé la demande de l'opérateur, qui semble s'appuyer sur l'inflation prévisionnelle sur la période ATRD7.



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

L'opérateur n'a pas fourni de détail quant à la construction de sa trajectoire. Toutefois, afin de ne pas tenir compte du changement d'affectation sur la période 2022-24, la trajectoire suggérée utilise comme référence la moyenne des années 2022 et 2024 réalisée indexée sur l'inflation qui se rapproche de celle délibérée pour la même année.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,041	0,042	0,043	0,043	0,042
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,037	0,038	0,039	0,039	0,038
Ecart (en valeur)	-0,004	-0,004	-0,004	-0,004	-0,004
Ecart (en% du poste)	-9%	-9%	-9%	-9%	-9%

Tableau 14 – Achats matières et fournitures non stockées, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas commenté la trajectoire proposée pour ce poste.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant maintient la trajectoire proposée lors de la phase pré-contradictoire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,041	0,042	0,043	0,043	0,042
Ajusté PIA-AEC final	0,038	0,039	0,040	0,040	0,039
Ecart (en valeur)	-0,003	-0,003	-0,003	-0,003	-0,003
Ecart (en% du poste)	-7%	-7%	-7%	-7%	-7%

Tableau 15 – Achats matières et fournitures non stockées, demande et proposition finale

D. Loyers, crédit bail et charges locatives

Ce poste est la somme de deux sous-postes : locations mobilières et locations immobilières et charges locatives. Ce poste représente **3,74%** des CNE.



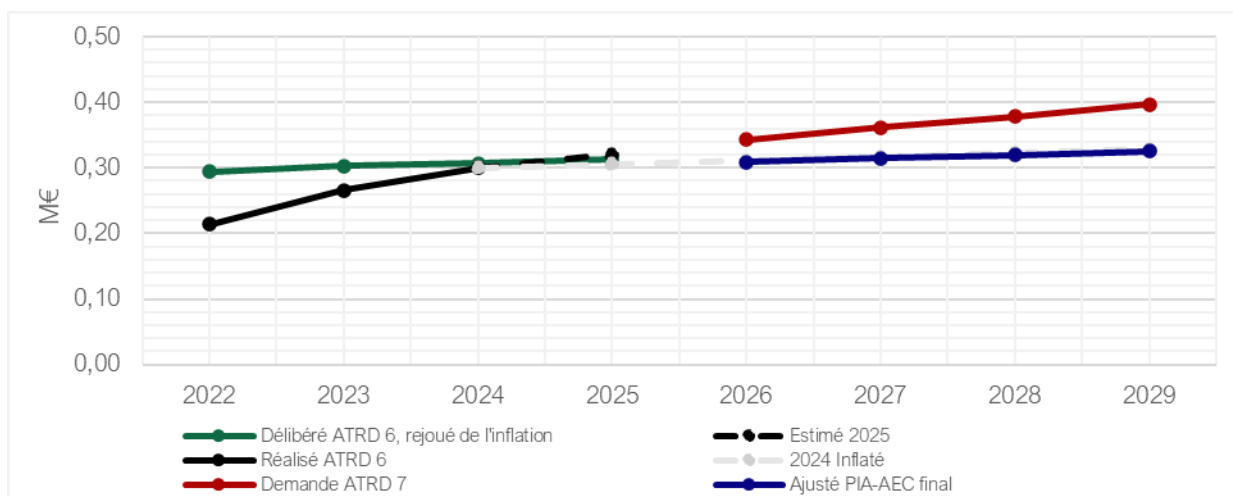


Figure 5 - Trajectoire du poste « Loyers, crédit bail et charges locatives »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp explique la différence de 70k€ entre le réalisé 2022 et le délibéré de la même année ainsi : « En cohérence avec le bail d'occupation des locaux (n°GEG1-111-381 signé pour 9 ans à compter du 01/01/2019 entre GEG et GreenAlp) la trajectoire prévoyait dès 2022 une hausse de loyer liée à la réalisation de travaux par GEG à la demande de GreenAlp. Une partie de ces travaux ayant été ajustée et décalée ultérieurement, le réalisé 2022 s'en retrouve inférieur à la trajectoire. »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire n'a pas précisé la demande de l'opérateur pour le sous-poste « Locations mobilières ». La majorité du poste « Loyers, crédit bail et charges locatives » est composée du sous-poste « Locations immobilières et charges locatives » dont la demande de GreenAlp est détaillée ci-dessous.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée est tracée par la somme des deux sous-postes qui composent ce poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,34	0,36	0,38	0,40	0,37
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,28	0,29	0,29	0,30	0,29
Ecart (en valeur)	-0,06	-0,07	-0,09	-0,10	-0,08
Ecart (en% du poste)	-18%	-21%	-23%	-25%	-22%

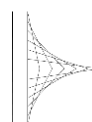


Tableau 16 – Loyers, crédit bail et charges locatives, demande et proposition pré-contradictoire

4) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire finale proposée est tracée par la somme des trajectoires finales proposées pour les deux sous-postes qui composent le poste. L'écart avec le pré-contradictoire provient de l'ajustement proposé sur le sous-poste location immobilières et charges locatives, détaillé en partie D.2.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,34	0,36	0,38	0,40	0,37
Ajusté PIA-AEC	0,31	0,31	0,32	0,33	0,32
Ecart (en valeur)	-0,03	-0,05	-0,06	-0,07	-0,05
Ecart (en% du poste)	-10%	-13%	-15%	-18%	-14%

Tableau 17 – Loyers, crédit bail et charges locatives, demande et proposition

D.1. Locations mobilières

Les locations de biens meubles constituent 0,15% des CNE.

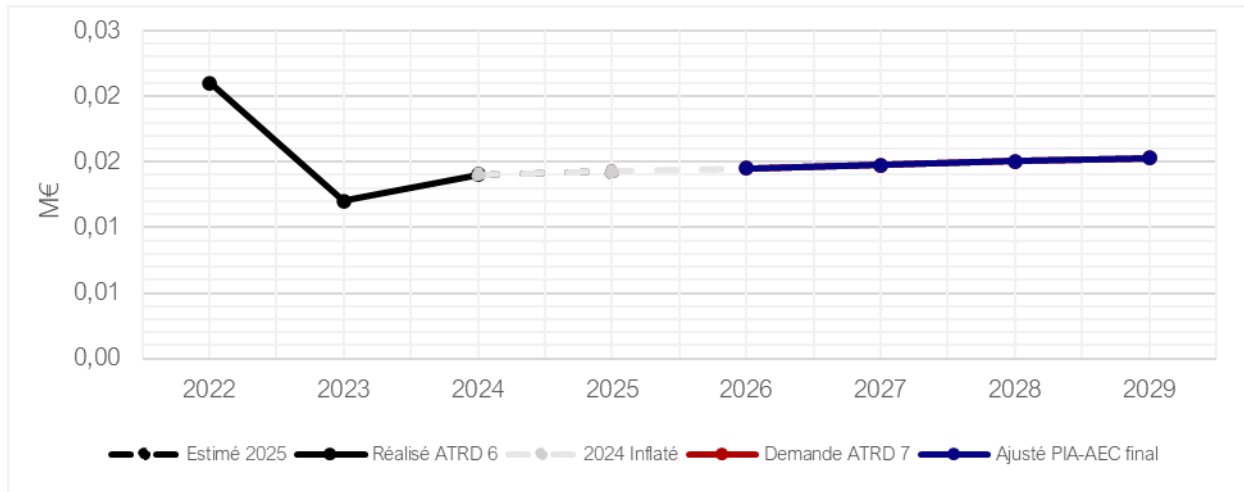


Figure 6 - Trajectoire du poste "Locations mobilières"

1) Bilan ATDR6

GreenAlp explique la baisse constatée de presque 50% entre 2022 et 2023 ainsi : « En cohérence avec la trajectoire ATRD6, la baisse entre 2022 et 2023 est liée à l'extinction de la facture GRT gaz de mise à disposition du poste de livraison gaz (étalée sur 10 ans jusqu'à 2023). Celle-ci s'élevait à 14.3 k€ en 2022 et 4.8 k€ en 2023. »



2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire n'a pas détaillé la demande de l'opérateur pour ce sous-poste mais celle-ci semble suivre le niveau 2024 inflaté.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La facture GRT gaz de mise à disposition du poste de livraison gaz s'étant clôturée en 2023 et n'ayant pas d'information sur les autres charges associées à ce poste, la trajectoire proposée s'appuie sur la moyenne des années réalisées 2022-2024 indexées de l'inflation, avec une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,015	0,015	0,015	0,015	0,015
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,013	0,013	0,013	0,014	0,013
Ecart (en valeur)	-0,002	-0,002	-0,002	-0,002	-0,002
Ecart (en% du poste)	-26%	-26%	-26%	-26%	-26%

Tableau 18 – Locations mobilières, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Il n'a pas été demandé d'éléments explicatifs par l'auditeur dans le questionnaire. GreenAlp réfute toute décote injustifiée appliquée à la trajectoire. Le poste locations mobilières enregistre différentes natures de locations de petits matériels techniques, nécessaires au fonctionnement des bâtiments, des chantiers, des véhicules, de l'entrepôt de stockage... La projection sur la période ATRD7 a été faite sur la base de l'année 2024 inflatée et non sur la moyenne 2022_2024 afin de tenir compte de l'extinction de la facture GRT GAZ.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

GreenAlp a précisé lors de la phase contradictoire que sa demande suivait le niveau 2024 inflaté afin de tenir compte de l'extinction de la facture GRTGAZ. Le consultant note cet élément et ajuste la trajectoire post-contradictoire afin qu'elle reprenne la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,01	0,01	0,02	0,02	0,01
Ajusté PIA-AEC final	0,01	0,01	0,02	0,02	0,01
Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%



Tableau 19 – Locations mobilières, demande et proposition finale

D.2. Locations immobilières et charges locatives

Ce poste représente **3,59%** des CNE de GreenAlp et est en augmentation du fait d'une augmentation progressive du loyer dans le cadre de la refacturation des travaux par GEG.

[Confidentiel]

Figure 7 - Trajectoire du poste « Locations immobilières et charges locatives »

1) Bilan ATRD6

Le dossier tarifaire mentionne l'augmentation progressive du loyer afin de couvrir les travaux de réhabilitation et d'aménagements des locaux réalisés par GEG à la demande de GreenAlp depuis 2022.

À la suite du constat d'un doublement du loyer entre le réalise 2022 et la demande 2029, le consultant a demandé à l'opérateur de lui donner une comparaison du loyer avec des équivalents dans le marché actuel. GreenAlp a fourni l'analyse suivante :

« Toutes activités confondues, GreenAlp occupe une surface de 6547 m² de bureaux pour un site de 10815 m² avec parkings. [Confidentiel]. Le bâtiment actuel de GreenAlp offre une consommation annuelle de 130 kWh/an/m² soit 177 k€/an. [Confidentiel]

Une simulation sur le site www.bureauxlocaux.com au 49 rue Félix Esclangon à Grenoble pour un site avec 6547 m² de bureaux dans un immeuble indépendant 2 étages en bon état avec parking fait ressortir une estimation de 1250 k€/an HT et hors charges soit 191 € HT-HC/m²/an.

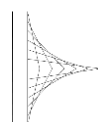
Un autre benchmark peut être fait avec le programme commercialisé par BNP Paribas Real Estate « The wood », sans surface d'entrepôt, situé à proximité du site de GreenAlp et proposé à la location à 205 € HT-HC/m²/an. Il dispose de plus de 6547 m² à la location pour 1342 k€/an. Le bâtiment « The Wood » est labellisée Bream et offre une consommation de 50 kWh/an/m². Les charges liées à l'énergie pour ce bâtiment sont estimées à 68 k€. Le loyer annuel avec les charges d'énergie est donc estimé à 1410 k€/an

Le loyer annuel augmenté des charges d'énergie payé par GreenAlp est donc en dessous du prix du marché. »

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur s'est appuyé sur les hypothèses suivantes pour la construction de sa demande : l'évolution du loyer en application de la variation de l'Indice des Loyers des Activités Tertiaires publié par l'INSEE (+3,5% pour 2026-2029), la facturation des travaux réalisés par GEG [Confidentiel]. La quote-part du loyer allouée à l'ATRD a été maintenue stable pour les projections, à 22% du montant global.

En ce qui concerne les charges locatives, GreenAlp précise que : « conformément à l'article 9 du bail, les charges locatives sont facturées sur base prévisionnelle en cours d'année, et ajustées au réel en A+1. Elles couvrent les consommations énergétiques des bâtiments, les prestations externes de services immobiliers, de maintenance de l'ensemble des installations techniques des bâtiments, de nettoyage, d'entretien des espaces verts, gardiennage, télésurveillance et contrôles réglementaires des installations. Ces différentes prestations ont fait l'objet d'un appel d'offres en



2024 qui s'est traduit à partir d'avril 2025 par la mise en place d'une prestation externe de « facility management » et la réduction du nombre de prestataires externes. La quote-part des charges locatives allouée à l'ATRD a été maintenue stable pour les projections, à 22% du montant global. »

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée tient compte de la rénovation des bureaux pour l'estimation du loyer sur la période tarifaire à venir : un benchmark externe a été réalisé tenant compte des caractéristiques spécifiques aux bureaux de GreenAlp, notamment la rénovation de leurs locaux.

Détail du calcul :

En s'appuyant sur le benchmark « Bureauxlocaux.com » : la quote-part gaz est prise pour l'estimation de la surface (clé de 22%), le calcul du loyer est établi en fonction de cette clé.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 20 – Locations immobilières et charges locatives, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'estimation faite par PIA avec le simulateur du site bureau locaux n'a pas pris en considération plusieurs points. Le premier est que la nature du bâtiment dans lequel est installé GreenAlp est indépendant et gardienné car il s'agit d'un site sensible. Cela modifie donc l'estimation du loyer nu hors charges qui s'élève à 24,11 k€/mois selon le simulateur de bureaux locaux pour 1450 m² de bureaux avec 2 étages, parking. Toutefois cette approche est réductrice car elle ne prend pas en compte les besoins de stationnement de véhicules lourd, ni du matériel nécessaire à l'activité gazière. Le second est que ce loyer nu est augmenté de plusieurs charges annuelles :

- D'électricité : [Confidentiel]
- De gardiennage : [Confidentiel]
- De ménage : [Confidentiel]
- De facility management : [Confidentiel]

Le loyer annuel hors inflation s'élèverait donc à 419,36 k€/an ce qui est très supérieur à la demande faite pour le dossier tarifaire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée par le consultant reprend les hypothèses utilisées par l'opérateur pour construire ses estimations : le consultant utilise le même simulateur de loyer, ("Bureaux Locaux") et y a renseigné les caractéristiques transmises par GreenAlp à savoir :

- L'adresse exacte des locaux de GreenAlp



- Une surface de 1450 m², soit 22% des 6547 m² totaux pour GreenAlp (cf. quote-part gaz de 22%)
- Un immeuble indépendant de deux étages avec parking : comme mentionné dans les éléments complémentaires apportés par l'opérateur, le critère "indépendant" n'avait pas été pris en compte dans la trajectoire proposée pendant la phase pré-contradictoire. Il a été ajouté pour la trajectoire finale, résultant en une hausse d'en moyenne 2k€/mois du loyer par rapport à la même estimation sans le critère "indépendant".
- L'estimation se fait pour un immeuble rénové : cela entraîne une hausse du loyer moyen par mois de 4k€ par rapport à un immeuble à rénover, soit 48k€/ an de différence, un montant supérieur au montant moyen des travaux refacturés à GreenAlp par GEG sur la période 2026-2029 (~17k€/an en moyenne).

L'opérateur mentionne dans ses commentaires des "besoins de stationnement de véhicules lourd, [...] du matériel nécessaire à l'activité gazière". Toutefois, aucun détail chiffré sur de potentiels entrepôts ou charges locatives associées à ces besoins n'a été fourni. Il n'est donc pas possible de comprendre les charges de loyer associées, ni de détourer la quote-part gaz, d'autant plus que les loyers d'entrepôt peuvent différer de ceux de locaux de bureaux.

Par ailleurs, GreenAlp détaille les charges locatives annuelles qui viennent en augmentation du loyer nu : [Confidentiel]

À ce titre, le consultant retient comme donnée de référence l'estimation moyenne 2025 réalisée à partir des hypothèses transmises par GreenAlp, corrigée de l'inflation 2025 et indexée de l'inflation prévisionnelle pour tracer la trajectoire prévisionnelle.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 21 – Locations immobilières et charges locatives, demande et proposition finale

E. Redevances

[Confidentiel]

F. Services extérieurs entretien et maintenance

Ce poste est composé de plusieurs sous-postes : entretien et réparation de réseau, matériel & outillages ; entretien véhicules ; maintenance SI ; sous-traitance. Il représente une part significative des CNE, à savoir **31,90%**, dont la majorité est comptabilisé dans le poste sous-traitance.



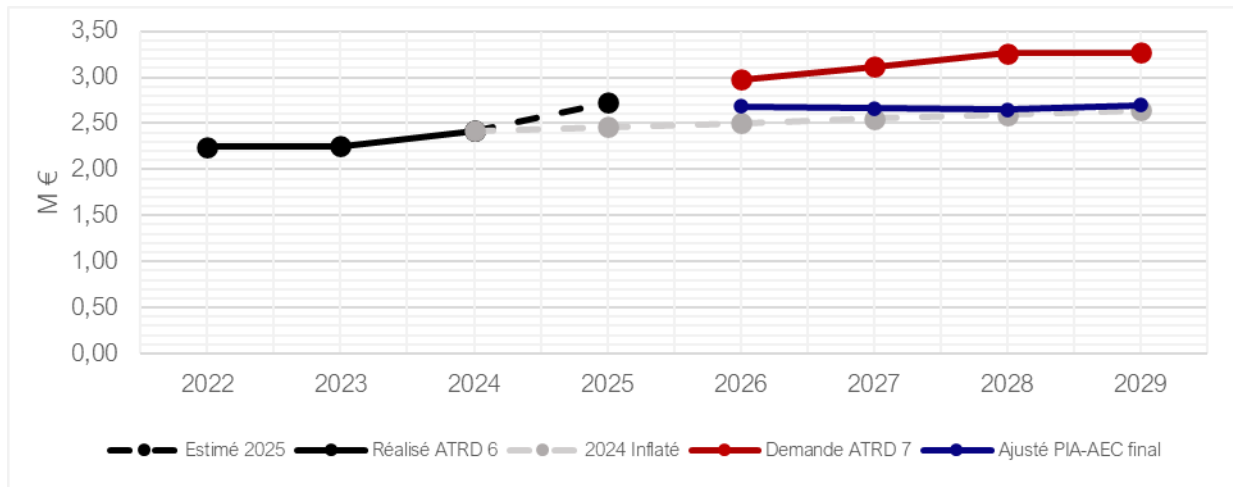


Figure 8 - Trajectoire du poste « Services extérieurs entretien et maintenance »

1) Bilan ATRD6

La trajectoire réalisée a été 21% moins élevée que la trajectoire prévisionnelle ATRD 6. En moyenne sur la période 2022-2024, GreenAlp a battu la trajectoire ATRD6 (rejouée de l'inflation) de **580 k€ par an**. Le dossier tarifaire explique cet écart par :

- [Confidentiel]
- Dans une moindre mesure, des dépenses d'entretien et de réparation moindres expliquent 15% de l'écart constaté. Ces dépenses sont inférieures au délibéré de 90k€ en moyenne sur la période, soit 3% de ce dernier.

Ce poste se décompose en quatre sous-postes : Entretien et réparation de réseau, matériel et outillages ; entretien véhicules ; maintenance SI ; Sous-traitance. Les écarts entre délibéré et réalisé se répartissent ainsi entre les quatre sous-postes :

[Confidentiel]

Tableau 22 – Détail des écarts délibéré/ réalisé pour chaque sous-poste, transmis par GreenAlp

2) Explication de la demande par GreenAlp

Ci-dessous sont détaillés les explications fournies pour les demandes de chaque sous-postes.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée est réalisée à partir de la somme des trajectoires proposées des sous-postes composant ce poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	2,97	3,11	3,26	3,27	3,15
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	1,53	1,55	1,58	1,61	1,57
Ecart (en valeur)	-1,45	-1,56	-1,68	-1,66	-1,59



Ecart (en% du poste)	-49%	-50%	-51%	-51%	-50%
----------------------	------	------	------	------	------

Tableau 23 – Services extérieurs, entretien et maintenance, demande et proposition pré-contradictoire

4) Appréciation post-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée est réalisée à partir de la somme des trajectoires proposées des sous-postes composant ce poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	2,973	3,113	3,262	3,269	3,154
Ajusté PIA-AEC final	2,684	2,661	2,652	2,698	2,674
Ecart (en valeur)	-0,290	-0,452	-0,610	-0,571	-0,480
Ecart (en% du poste)	-10%	-15%	-19%	-17%	-15%

Tableau 24 – Services extérieurs, entretien et maintenance, demande et proposition finale

F.1. Entretien et réparation de réseau, matériel & outillages

Ce poste inclut la maintenance curative et celle préventive. Il représente **5,13%** des CNE.

[Confidentiel]

Figure 9 - Trajectoire du poste « Entretien et réparation de réseau, matériel & outillages »

1) Bilan ATRD6

Les dépenses d'entretien et de réparation de réseau et matériel & outillages ne sont pas dédiées uniquement au traitement des fuites découvertes. Les frais de terrassement générés par la réparation de ces fuites sont également inclus.

L'augmentation constatée entre 2022 et 2024 résulte de plusieurs points :

- L'augmentation de petits travaux (notamment de maçonnerie dans le cas de recherche de fuites sur des conduites montantes encastrées) qui apparaissent dès l'année 2023 (intégration en concession de l'ensemble des ouvrages collectifs gaz à compter du 01/08/2023). Ces travaux de remise en état post intervention sont désormais supportés par GreenAlp et non plus la copropriété comme cela était le cas précédemment.
- La mise en place d'une politique de sondages systématiques sur les réseaux fonte dans les secteurs où une fuite par corrosion a été détectée. Cette démarche permet d'évaluer l'état des canalisations dans le périmètre immédiat et ainsi prioriser le traitement du secteur dans le cadre des programmes d'investissement pour lequel GreenAlp a des obligations réglementaires d'élimination des fontes portées par l'arrêté ministériel du 13/07/2000 modifié. Ces dépenses sont inexistantes en 2021 et 2022.
- La modification du mode d'intervention sur les organes de coupure générale (en pied d'immeuble) défaillants ; dès lors qu'ils sont situés sur un réseau fonte appelé à être remplacé à courte ou moyenne échéance, GreenAlp ne remplace plus l'intégralité du branchement (comme cela était le cas auparavant) mais remplace uniquement le robinet défaillant. Cette



modification entraîne une réduction des CAPEX en conséquence mais une augmentation des OPEX.

- Enfin, des dépenses de terrassement en lien avec les opérations de suppression de branchements induits par les passages de chaufferie au chauffage urbain.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Entretien-réparation réseaux	[Confidentiel]		
Entretien installations - Agencements			
Entretien matériel & outillage			

Tableau 25 – Entretien et réparation de réseau, matériel & outillages, détail des comptes associés à ce poste dans la balance générale

2) Explication de la demande par GreenAlp

Les hypothèses de la trajectoire demandée sont issues d'une extrapolation à dire d'experts du poste entretien et réparation de réseau, à partir de l'estimation détaillée par projet des coûts liés au programme de maintenance et de surveillance. Ce programme est axé sur l'entretien et le renouvellement des CI-CM ainsi que sur des enjeux de sécurité tels que la résorption de la fonte corrodée, la sécurisation des branchements, le remplacement des régulateurs de branchement, la suppression des robinets « Fiorentini », la condamnation des OCI et la maintenance préventive et curative. Outre les explications évoquées précédemment pour la période 2022 / 2024 qui dépendent toutes d'obligations réglementaires issues d'arrêtés ayant évolué sur la période de l'ATRD6, viennent s'ajouter les hypothèses suivantes :

- Une prestation de sous-traitance entre 2025 et 2027 afin de respecter les obligations réglementaires liées à la sécurisation des organes de coupure individuelle (3° de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 février 2018 modifié) ;
- De nouvelles prestations dans le cadre des différents rapports exigés par le règlement européen n°2024/1787 concernant la réduction des émissions de méthane et plus particulièrement un soutien pour la quantification de ces émissions et les prestations d'un vérificateur tel que prévu à l'article 12 de ce règlement ;
- Une augmentation progressive du nombre d'interventions sur des organes de coupure générale défaillants sur un réseau fonte (cf la question 13).
- Une augmentation des opérations de suppression de branchements induits par les passages de chaufferie au chauffage urbain, en lien avec le développement de ce dernier. Des terrassements sont nécessaires à ces opérations ;
- Une étude de raccordement d'un producteur de biométhane sur le réseau de GreenAlp en 2028.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le manque de détail quant au chiffrage des éléments expliquant l'augmentation sur la période réalisé et l'absence de justification chiffrée pour la période ATRD7 contraint l'acceptabilité de la



trajectoire demandée. Le consultant propose donc de reconduire la moyenne 2022-2024 réalisée, indexée sur l'inflation, avec une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 26 – Entretien et réparation de réseau, matériel & outillages, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Comme déjà indiqué dans notre dossier et dans nos réponses aux questions de PIA, l'évolution des coûts d'entretien et réparation de réseau matérialisés sur la période ATRD6 résulte de quatre facteurs principaux dont les enjeux combinent des objectifs de sécurité industrielle et d'optimisation des investissements :

- L'intégration de la totalité des conduites montantes en concession qu'il convient d'entretenir et réparer pour éviter tout risque industriel (près de 80% des CICM étaient hors concession, taux très important en comparaison avec les autres ELD).
- La mise en place d'une politique de sondage systématique sur les réseaux fonte dans les secteurs où une fuite par corrosion a été détectée. Cette politique validée par la DREAL contribue à la sécurité des réseaux de gaz et à un meilleur ciblage des investissements. Ces dépenses étaient inexistantes en 2021 et 2022.
- La modification du mode d'intervention sur les organes de coupure générale (en pied d'immeuble) défaillants ; dès lors qu'ils sont situés sur un réseau fonte appelé à être remplacé à courte ou moyenne échéance, GreenAlp ne remplace plus l'intégralité du branchement (comme cela était le cas auparavant) mais remplace uniquement le robinet défaillant. Cette modification entraîne une réduction des CAPEX en conséquence mais une augmentation des OPEX.
- Des dépenses de terrassement en lien avec les opérations de suppression de branchements induits par les passages de chaufferie au chauffage urbain. Enjeu de sécurité.

Ces principaux facteurs sont à eux seuls à l'origine de la forte hausse des coûts constatés entre 2022 et 2024. Ces coûts étant amenés à perdurer sur la période ATRD7 et au-delà, prendre comme référence une moyenne 2022-2024 n'est absolument pas représentative de cette évolution. L'année 2024 est davantage représentative de ces coûts pérennes. L'application d'une décote serait en outre totalement incompréhensible. Par ailleurs, à ces coûts s'ajoutent les autres dépenses induites par les actions supplémentaires qui doivent être menées de façon certaine à partir de 2025, incluant a minima :

- Une prestation de sécurisation des organes de coupure individuelle (3° de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 février 2018 modifié) ;



- De nouvelles prestations dans le cadre des différents rapports exigés par le règlement européen n°2024/1787 concernant la réduction des émissions de méthane et plus particulièrement un soutien pour la quantification de ces émissions et les prestations d'un vérificateur tel que prévu à l'article 12 de ce règlement ;
- Une augmentation progressive du nombre d'interventions sur des organes de coupure générale défaillants sur le réseau fonte.
- Une augmentation des opérations de suppression de branchements induits par les passages de chaufferie au chauffage urbain, en lien avec le développement de ce dernier.
- Enfin, une étude de raccordement d'un producteur de biométhane sur le réseau de GreenAlp a été projetée sur l'exercice 2028. L'ensemble de ces éléments constitue le sous-jacent de la demande de GreenAlp.

En réponse aux observations de PIA sur la période ATRD6, voici les compléments de réponse chiffrés ci-après :

Les dépenses d'entretien et de réparation de réseau et matériel & outillages ne sont pas dédiées uniquement au traitement des fuites découvertes. Les frais de terrassement générés par la réparation de ces fuites sont également inclus.

L'augmentation constatée entre 2022 et 2024 résulte de plusieurs points :

- L'augmentation de petits travaux (notamment de maçonnerie dans le cas de recherche de fuites sur des conduites montantes encastrées) qui apparaissent dès l'année 2023 (intégration en concession de l'ensemble des ouvrages collectifs gaz à compter du 01/08/2023). Ces travaux de remise en état post intervention sont désormais supportés par GreenAlp et non plus la copropriété comme cela était le cas précédemment. Le montant imputé en 2024 est de 22k€ (contre 3k€ en 2023).
- La mise en place d'une politique de sondages systématiques sur les réseaux fonte dans les secteurs où une fuite par corrosion a été détectée. Cette démarche permet d'évaluer l'état des canalisations dans le périmètre immédiat et ainsi prioriser le traitement du secteur dans le cadre des programmes d'investissement pour lequel GreenAlp a des obligations réglementaires d'élimination des fontes portées par l'arrêté ministériel du 13/07/2000 modifié. Ces dépenses sont inexistantes en 2021 et 2022. Les montants consacrés aux terrassements associés à ces sondages sont de 42k€ en 2023 et de 36k€ en 2024. Ces montants sont liés au nombre de fuites par corrosion détectées sur l'année ; elles sont par essence variables car liés au nombre de fuite.
- La modification du mode d'intervention sur les organes de coupure générale (en pied d'immeuble) défaillants ; dès lors qu'ils sont situés sur un réseau fonte appelé à être remplacé à courte ou moyenne échéance, GreenAlp ne remplace plus l'intégralité du branchement (comme cela était le cas auparavant) mais remplace uniquement le robinet défaillant. Cette modification entraîne une réduction des CAPEX en conséquence mais une augmentation des OPEX. Le montant consacré à ces terrassements est de 12k€ en 2024.
- Enfin, des dépenses de terrassement en lien avec les opérations de suppression de branchements induits par les passages de chaufferie au chauffage urbain.

Les éléments suivants (sans qu'ils soient exhaustifs) peuvent expliquer les variations constatées entre 2023 et 2026 :



- Des opérations de résorption de fontes réalisées par opportunité en 2024 (sans que cela soit reproductible les années suivantes) à hauteur de 17k€ (suppression d'une grande longueur sur la rue Maginot à la suite d'une fuite et sur la rue des 400 couverts en lien avec une future rénovation de chaussée)
- Une fuite place Paul Vallier en 2024 ayant nécessité des terrassements supplémentaires importants demandés par la commandant des opérations de secours pour s'assurer de l'absence de danger résiduel (48k€)

Compléments d'explications :

Les hypothèses de la trajectoire demandée sont issues d'une extrapolation à dire d'experts du poste entretien et réparation de réseau, à partir de l'estimation détaillée par projet des coûts liés au programme de maintenance et de surveillance selon les axes décrits en pages 44 à 47 du dossier tarifaire. Outre les explications évoquées précédemment pour la période 2022 / 2024 qui dépendent toutes d'obligations réglementaires issues d'arrêtés ayant évolué sur la période de l'ATRD6, viennent s'ajouter les hypothèses suivantes :

- Une évolution à 29k€ des coûts de reprise de petite maçonnerie (conduites montantes plomb encastrees). Ce point est expliqué au premier alinéa du 1) Bilan ATRD6. Les sondages sur canalisations fontes sont projetées à 29k€ par an à compter de 2024. (voir deuxième alinéa du 1) Bilan ATRD6.
- On prévoit d'augmenter le nombre de remplacements d'organes de coupure générales (tels que décrits au troisième alinéa du 1) Bilan ATRD6 ; les terrassements nécessaires à ces opérations sont estimés à 28k€ sur l'ensemble de la période.
- Une prestation de sous-traitance entre 2025 et 2027 afin de respecter les obligations réglementaires liées à la sécurisation des organes de coupure individuelle (3° de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 février 2018 modifié) ; le montant est porté de [Confidentiel] en 2024 à [Confidentiel] en 2025, [Confidentiel] en 2026 et [Confidentiel] en 2027 puis [Confidentiel] pour 2028 et 2029.
- De nouvelles prestations dans le cadre des différents rapports exigés par le règlement européen n°2024/1787 concernant la réduction des émissions de méthane et plus particulièrement un soutien pour la quantification de ces émissions et les prestations d'un vérificateur tel que prévu à l'article 12 de ce règlement ; le montant prévu est de [Confidentiel] en 2026 (accompagnement pour la mesure des émissions de méthane au niveau de la source et [Confidentiel] en 2027 et années suivantes (même prestation que précédemment à laquelle on ajoute les coûts inhérents au vérificateur). On pourra se reporter au dossier tarifaire §6.2.2 « fuites de méthane et règlement européen ».
- Une augmentation des opérations de suppression de branchements induits par : les passages de chaufferie au chauffage urbain, en lien avec le développement de ce dernier.
- L'obligation portée par l'article 22 de l'arrêté du 13 juillet 2000 de suppression de branchements improductifs depuis plus de 2 ans
- Des terrassements sont nécessaires à ces opérations à hauteur de 28k€.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant tient compte des augmentations justifiées par GreenAlp en 2024 et note les détails apportés par l'opérateur pour expliciter sa demande. Les appréciations suivantes sont émises sur les dépenses réalisées et demandées :



- Petite maçonnerie : ces coûts ont augmenté entre 2023 et 2024, de 3k à 22k€. La demande mentionne une évolution à 29k€ par an sur la période 26-29, stipulant un niveau 2024 de 29k€ dans les justifications apportées dans le paragraphe 4). Or dans ce même paragraphe, l'opérateur mentionne un montant de 22k€ en 2024 pour ce poste. Il est difficile de comprendre pourquoi deux montants sont cités pour la même année 2024. Par ailleurs, l'évolution des ces charges à 29k€/ an n'est pas justifiée. Le consultant retient donc un montant réalisé 2024 de 22k€/an pour la prochaine période tarifaire.
- Terrassements pour le remplacement d'organes de coupure générale : les coûts pour ce sujet s'élèvent à 12k€/an en 2024 et la demande est de 28k€ sur l'ensemble de période, soit 7k€/an. Cette dépense est cohérente et donc prise en compte dans la trajectoire proposée.
- La prestation de sous-traitance entre 2025 et 2027 afin de respecter les obligations réglementaires liées à la sécurisation des organes de coupure individuelle : cette dépense est justifiée, les montants pour les années 2025 à 2027 ([Confidentiel]) sont reconduits. En revanche, la demande en 2028 et 2029 [Confidentiel] alors que la prestation est conclue, ce qui n'est pas étayé et donc pas reconduit dans la trajectoire proposée.
- Respect des obligations réglementaires sur la réduction des émissions de méthane : l'opérateur projette [Confidentiel] du fait ces coûts inhérents au vérificateur. Ces coûts sont aussi pris en compte dans la trajectoire proposée.
- Opérations de suppression de branchements (passage au chauffage urbain) et suppression de branchements improductifs (obligation réglementaire) : le consultant comprend que les coûts des terrassements nécessaires à ces opérations s'élèvent à 28k€ sur la période 26-29 soit 7k€/an, inclus dans la trajectoire proposée.

Ainsi, la trajectoire post-contradictoire proposée reconduit comme donnée de référence le réalisé de l'année 2024 (indexée de l'inflation), représentative des hausses observées sur la période tarifaire précédente, à laquelle sont soustraites les charges exceptionnelles à hauteur de 65k€ (opérations de résorption de fontes réalisées par opportunité en 2024 et fuite place Paul Vallier en 2024). Les dépenses détaillées ci-dessus et considérées comme justifiées pour la période tarifaire) venir sont retenues :

- Petite maçonnerie : reconduction des 22k€/an constatés en 2024, par conséquent déjà compris dans la donnée de référence qui est l'année 2024

Les montants suivants sont ajoutés pour construire la trajectoire :

- Terrassement pour le remplacement d'organes de coupure générale : 7k€/an
- Prestation de sous-traitance : [Confidentiel].
- Terrassement pour opérations liées aux branchements : 7k€/an

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					



Tableau 27 – Entretien et réparation de réseau, matériel & outillages, demande et proposition finale

F.2. Entretien véhicules

Ce poste concerne l'entretien des véhicules affectés à l'activité gaz de GreenAlp. Il constitue 0,44% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 10 - Trajectoire du poste « entretien véhicules »

1) Bilan ATRD6

La hausse de la trajectoire réalisée sur la période ATRD6 s'explique par l'augmentation des charges liée à un parc de véhicules vieillissant.

2) Explication de la demande GreenAlp

GreenAlp explique une hausse de la trajectoire sur la période 2023 – 2029 par l'impact de plusieurs indicateurs sur les coûts d'entretien des véhicules : un parc de camions vieillissant, nécessitant plus d'interventions ; l'augmentation des prix unitaires des prestations ; le changement de gestionnaire de parc auto qui a mis en place une gestion plus rigoureuse du parc.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

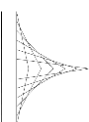
Si le parc de véhicules de GreenAlp est effectivement vieillissant sur la période ATRD6 (un âge moyen de 8,5 ans), les investissements pour les véhicules augmentent sur la période ATRD7, suggérant fortement le renouvellement de la flotte de véhicule sur la période (âge moyen de 4,5 ans). A ce titre, les charges liées à l'entretien d'un parc vieillissant ne sont plus justifiées. Le consultant propose donc de reconduire l'année 2023 réalisée et indexée sur l'inflation pour la trajectoire ATRD7. En effet, tenant compte du renouvellement de la flotte et de la baisse conséquente attendue dans les charges par rapport à un parc vieillissant, la trajectoire proposée s'appuie sur le niveau de charges le plus bas pour ce poste sur la période réalisée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 28 – Entretien véhicules, demande et proposition pré-contradictoire

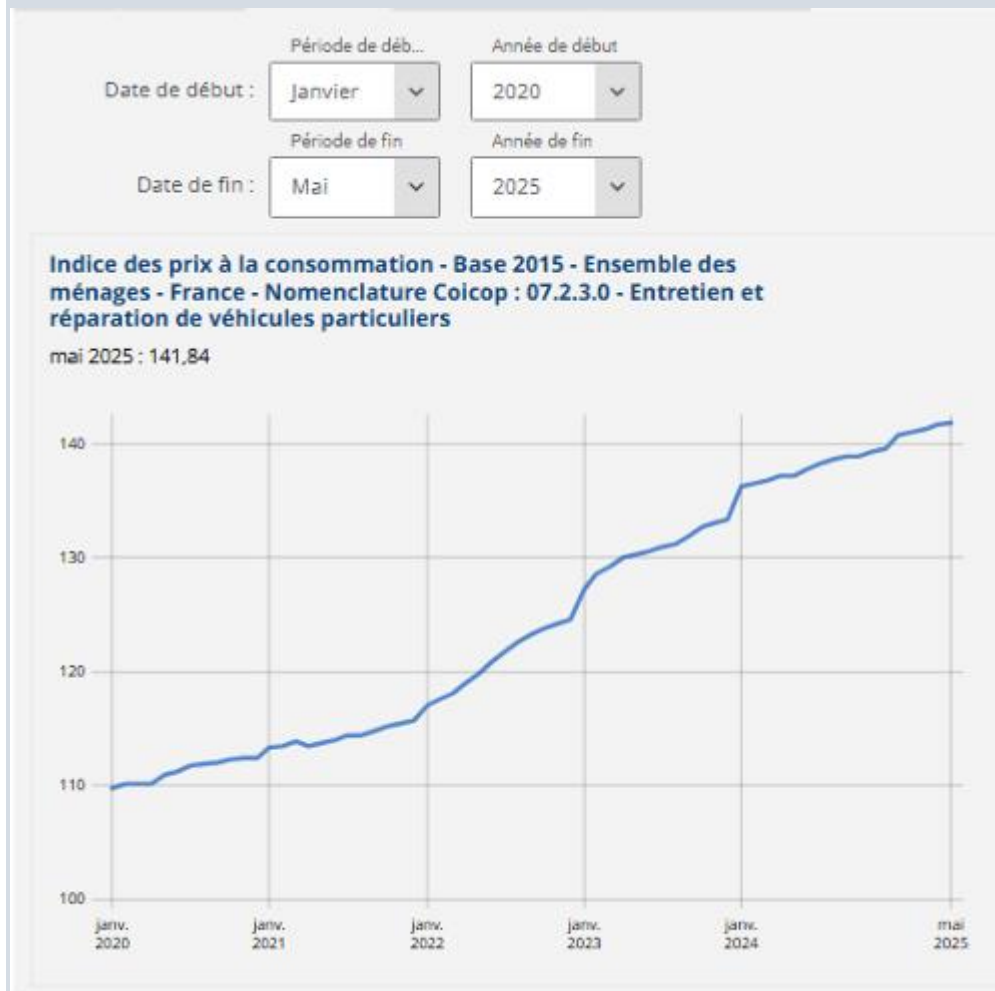
4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'année 2023 retenue comme référence de l'ajustement du consultant n'est pas représentative d'une année moyenne dans la mesure où le parc automobile de GreenAlp n'était plus géré de façon suivie par l'ancien gestionnaire, en instance de départ. De plus, depuis plusieurs années les



coûts unitaires des prestations d'entretien des véhicules sont en constante hausse, au-delà de l'inflation, tel que le montre le graphique INSEE ci-dessous :

Source : www.insee.fr



Aussi, si nous concédons que le rajeunissement progressif de notre parc -dont l'âge moyen sera de 5.5 ans en cible 2029- nous permettra de contenir en partie la hausse unitaire des coûts d'entretien du parc, notre demande est que, comme pour la trajectoire ATRD6, soit retenue comme référence la moyenne du réalisé de la période tarifaire précédente : pour 2022 à 2024 elle s'élève à [Confidentiel]. Cette enveloppe annuelle moyenne correspond à la trajectoire qui nous avait été fixée pour l'ATRD6, nous demandons sa reconduction (inflatée) sur la période ATRD7.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée en post-contradictoire tient compte de l'augmentation plus haute que l'inflation des prestations d'entretien des véhicules. La moyenne réalisée 2022-2024 est donc reconduite, indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande GreenAlp	[Confidentiel]
Ajusté PIA-AEC final	
Ecart (en valeur)	
Ecart (en% du poste)	

Tableau 29 – Entretien véhicules, demande et proposition finale

F.3. Maintenance SI

La maintenance SI évolue en relation avec les investissements réalisés dans de nouveaux logiciels et représente **1,76%** des CNE.

[Confidentiel]

Figure 11 - Trajectoire du poste « Maintenance SI »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas fourni le détail du délibéré pour ce poste. Le précédent audit précise que les travaux en cours de réflexion autour de l'harmonisation des SI des GRD n'ont pas été pris en compte, GreenAlp indiquant que le financement restait à déterminer précisément, mais pour lequel une hausse a été retenue par GreenAlp dans la trajectoire ATRD 6.

2) Explication de la demande par GreenAlp

GreenAlp précise que le coût de l'intégration de logiciel étant en moyenne équivalent à celui des licences, ramenant le ratio de coûts de maintenance à [Confidentiel] du montant total investi. Ce ratio a été utilisé dans les projections des coûts de maintenance de l'opérateur, qui évoluent en relation avec la valeur brute des investissements réalisés dans de nouveaux logiciels. L'opérateur ajoute : « Il nous est impossible dans les délais impartis de détourner sur une période significative les montants d'investissements SI impactant l'ATRD et de les mettre en relation avec les coûts de maintenance SI correspondants. En effet, cela nécessiterait d'isoler dans les investissements SI les natures de coûts les constituant, licences, coûts d'intégration, ressources externes, main d'œuvre interne ce qui est laborieux. »

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Les données disponibles ne permettent pas de retrouver le ratio de [Confidentiel] des coûts de maintenance par rapport au montant total investi. La trajectoire proposée reprend donc la moyenne réalisée 2022-2024 indexée sur l'inflation, avec une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					



Ecart (en% du poste)	
----------------------	--

Tableau 30 – Maintenance SI, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Contrairement à ce qui est indiqué au paragraphe « bilan ATRD6 » ci-dessus, nous avons en réponse au questionnaire précédent fourni le délibéré de ce poste que PIA a par ailleurs indiqué dans ce rapport dans la partie « F. Services extérieurs entretien et maintenance » au point 1) Bilan ATRD6 « Tableau 15 – Détail des écarts délibéré/ réalisé pour chaque sous poste, transmis par GreenAlp ». La partie maintenance est en 3ème ligne du tableau. En ce qui concerne le taux de [Confidentiel] de maintenance par rapport au montant initialement investi retenu dans nos projections ATRD7 : chaque logiciel mis en production fait l'objet d'un contrat de maintenance avec l'éditeur et / ou l'intégrateur du logiciel (qui peut être la même société). Ce contrat couvre :

- La maintenance préventive : adaptation au réglementaire, montées de version
- La maintenance curative : correction des bugs relevés par le client ou d'autres clients
- La maintenance évolutive : évolutions mineures en général en dessous d'un seuil de charge de développement

Pour un logiciel [Confidentiel]

Le taux historique de [Confidentiel] retenu dans nos projections s'avère être largement en deçà de nos constats les plus récents. Une rapide requête sur internet nous le confirme.

Par ailleurs, tel que déjà explicité dans notre réponse au questionnaire, il semble important de rappeler que les coûts de maintenance ne peuvent être corrélés avec la VNC des actifs SI : en effet, non seulement ils ne diminuent pas au rythme de la VNC, (ils sont à minima soumis à la revalorisation de l'indice Syntec) mais ils demeurent lorsqu'un logiciel est totalement amorti comptablement s'il est toujours utilisé. Nous constatons dans les faits que de nombreux éditeurs augmentent les coûts des contrats de maintenance bien au-delà de l'indice Syntec pour les raisons suivantes :

- Proposer une maintenance sur la durée implique un coût de maintien de compétences dans les équipes de maintenance, compliqué par le turn over dans les équipes techniques. Les ressources se raréfient.
- Il devient intéressant pour les éditeurs d'abandonner la maintenance d'un logiciel, et de pousser les clients à stopper l'utilisation du logiciel par l'augmentation des tarifs de maintenance. (Nous avons ce cas sur le logiciel [Confidentiel])
- Les éditeurs déterminent une date de fin des contrats de maintenance, le client qui souhaite continuer à utiliser le logiciel se reporte alors sur un intégrateur qui détermine librement ses prix, compte tenu de la rarefaction des ressources compétentes (Nous avons ce cas sur le logiciel [Confidentiel])
- Pour les logiciels qui restent commercialisés, les éditeurs proposent, afin de les maintenir attractifs, des montées de version régulières (à minima annuelles en général) pour les enrichir et les adapter (aux supports mobiles comme les téléphones, par exemple, ou pour garder une ergonomie attractive), ils répercutent ces coûts sur les prix de la maintenance.

Les coûts de maintenance SI persistent tout au long de l'utilisation du logiciel et sont en constante hausse ; ils ne sauraient être corrélés à la VNC des actifs.



Notre demande tarifaire de couverture des coûts de maintenance SI calculée à hauteur de [Confidentiel] des investissements hors main d'œuvre est donc minimaliste et ne reflète pas les coûts de maintenance qui sont plutôt de l'ordre de [Confidentiel] : nous réfutons l'ajustement de PIA, totalement infondé et inapproprié.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'opérateur justifie la trajectoire proposée sur la base d'un ratio de [Confidentiel] des investissements SI (hors main-d'œuvre), en soulignant que ce taux est en réalité inférieur aux pratiques constatées sur ses projets récents [Confidentiel] où les taux de maintenance atteindraient [Confidentiel]. Il rappelle également que les coûts de maintenance ne peuvent être corrélés à la VNC des actifs logiciels, et qu'ils tendent à augmenter avec le temps, en raison notamment de la stratégie tarifaire des éditeurs, de la rareté des compétences ou de l'obsolescence programmée de certains logiciels.

Toutefois, aucune donnée chiffrée sur la base d'investissements concernés, ni ventilation précise des coûts de maintenance projetés, n'a été fournie. [Confidentiel] En l'absence de justification chiffrée objectivable, la trajectoire demandée par l'opérateur n'apparaît pas suffisamment étayée. C'est pourquoi la trajectoire proposée reconduit la moyenne réalisée 2022-2024, indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 31 – Maintenance SI, demande et proposition finale

F.4. Sous-traitance

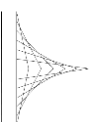
Ce sous-poste représente la facturation des prestations des métiers support de GEG. Il constitue **24,58%** des CNEs de GreenAlp.

[Confidentiel]

Figure 12 - Trajectoire du poste « Sous-traitance »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp a apporté les détails suivants expliquant la stabilité de la trajectoire réalisée pour ce poste : « Les services supports du Groupe GEG étant rattachés à la maison mère, une convention de refacturation des prestations de services supports de GEG a été signée le 01/01/2019. Celle-ci détaille la nature des prestations facturées par typologie. Le montant correspondant est réévalué chaque année au moment du budget, pour l'année suivante. Il couvre essentiellement les coûts de main d'œuvre interne des supports prestant pour GreenAlp, des prestations et ressources externes, et l'amortissement des logiciels transverses utilisés par GreenAlp (exemple



: logiciel de facturation Efluid) ou par les supports prestant pour GreenAlp (exemple : ERP de comptabilité / Finance Microsoft Dynamics AX). Une quote-part du montant global de la convention est allouée à l'ATRD.

La trajectoire ATRD6 avait retenu comme hypothèse une reconduction des coûts de la convention 2020, après injection des évolutions de GVT+, de GVT- et de charges sociales définies dans le dossier ATRD6 sans en changer aucun autre paramètre. La quote-part gaz (23.1%) avait été maintenue identique sur toute la période. »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire précise que la plupart des prestations facturées par les métiers support ont été considérées comme stables, et que donc la demande ATRD7 supérieure à la trajectoire 2024 inflatée s'explique principalement par l'actualisation des prestations liées aux systèmes d'informations dans le cadre de la réorganisation de la DTSN (Direction de la Transformation et des Services Numériques) et des investissements transverses dans la digitalisation. En effet, les projections de coûts « DTSN » reflètent la mise en place du logiciel de facturation SAP, la facturation électronique, le remplacement de l'ERP finance, le SI RH, les obligations associées à NIS 2 mais aussi le développement de l'IA et le transfert à la DTSN d'ETP dédiés aux SI de GreenAlp.

Par ailleurs, GreenAlp a fourni un fichier synthétisant les prestations de sous-traitance réalisées par GEG et refacturées à GreenAlp, sur la période réalisée 2022-2024, l'estimé 2025 et les projections ATRD7. Ce fichier inclut les détails des couts de digitalisation de la DTSN. [Confidentiel] Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

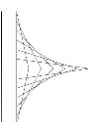
Compte tenu du caractère fortement inflationniste de la trajectoire demandée sur le poste de sous-traitance et de la stratégie de transformation numérique partiellement mutualisée, une réduction significative des charges demandées est proposée sur la période ATRD7. Cette baisse permet de retrouver un niveau de sous-traitance plus en ligne avec les standards d'efficience attendus par la régulation, sans remettre en cause la capacité de GreenAlp à financer les projets stratégiques identifiés (SAP, SI RH, NIS2).

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 32 – Sous-traitance, demande et proposition pré-contradictoire

3) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Vous trouverez en annexe de cette réponse un fichier excel « Analyse et projection de la convention de facturation phase contradictoire » détaillant la part affectée au gaz sur chaque ligne de prestation et qui vous permet de reconstituer le taux global de 22% en moyenne, utilisé dans



nos projections ATRD7. L'ajustement proposé est totalement infondé et inapproprié. En effet, nous lisons dans le paragraphe « appréciation de la trajectoire » ci-dessus que vous proposez un ajustement annuel de [Confidentiel]. Vous justifiez cet ajustement en indiquant que « cette baisse permet de retrouver un niveau de sous-traitance plus en ligne avec les standards d'efficacité attendus par la régulation sans remettre en cause la capacité de GreenAlp à financer les projets stratégiques identifiés (SAP, SI RH, NIS2) ». Rappelons au préalable que les seules évolutions prévues dans la demande tarifaire des prestations de sous-traitance facturées par GEG à sa filiale GreenAlp concernent les prestations de la Direction de la Transformation et des Services Numériques (DTSN) : celle-ci porte les projets majeurs de mise en place de SAP et des autres logiciels transverses et métiers et se réorganise afin de répondre aux besoins croissants et stratégiques de GreenAlp de transformation digitale de ses processus, de maîtrise de la data, de sécurité de ses systèmes d'information et d'innovation. Toutes les autres prestations support ont été reconduites à l'identique [Confidentiel]. La réorganisation en cours de la DTSN, répond aux besoins de GreenAlp et des autres métiers du Groupe GEG, et afin d'y répondre au mieux, s'articule autour de 4 pôles dont les objectifs sont détaillés ci-dessous :

Centre de compétences SAP :

- a. Maîtriser la technologie SAP en internalisant les compétences
- b. Fournir des services à valeur ajoutée aux métiers, en lien avec SAP
- c. Qualifier les besoins d'évolution de SAP sur la base de l'expression des métiers et réglementaires
- d. Piloter les projets de Build et le Run liés à SAP d'un point de vue applicatif
- e. Paramétrer la solution SAP sur l'ensemble des domaines
- f. Piloter la Tierce Maintenance Applicative (TMA) avec l'intégrateur

Centre de service Client :

- g. Identifier et qualifier les besoins d'évolutions du SI et piloter les projets sur l'ensemble des applications hors ERP de facturation
- h. Piloter les projets de Build et le Run liés aux applications d'un point de vue technique mais aussi fonctionnel

Data et IA :

- i. Récupérer et gérer les données de base et les référentiels de données
- j. Visualiser les données présentes dans les systèmes et créer les tableaux de bord pour les métiers (Reporting)
- k. Elaborer des modèles prédictifs (à travers l'IA et le machine learning) et analyser les données internes et externes afin d'en tirer des enseignements et axes d'amélioration (Data Science)

Service Utilisateur Infrastructures et Sécurité

- l. Assurer la disponibilité et la stabilité des infrastructures informatiques pour soutenir les opérations de l'entreprise
- m. Fournir un support technique aux utilisateurs et résoudre les problèmes liés aux infrastructures informatiques
- n. Garantir la sécurité des infrastructures informatiques et des données de l'entreprise



Aussi, en regard de l'ajustement proposé, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que les prestations numériques et digitales facturées par GEG au GRDG représentent au total, dont frais de gestion (en k€)[Confidentiel] [Confidentiel] Nous réfutons donc fortement :

- Tout ajustement de la valorisation du socle des prestations hors DTSN réalisées par GEG pour le compte de GreenAlp en deçà des valeurs de référence 2024
- Tout ajustement ne permettant pas à GreenAlp de financer sur la période ATRD7 ses besoins de transformation numérique et de sécurité de ses DATA et SI

4) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Malgré les éléments complémentaires transmis par GreenAlp, il n'a pas été possible de valider de manière satisfaisante les hypothèses d'évolution de la trajectoire 2026-2029, en particulier sur les prestations numériques (DTSN) :

[Confidentiel]

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 33 – Sous-traitance, demande et proposition finale

G. Assurances

Le poste « Assurances » représente 0,63% des CNE.

[Confidentiel]

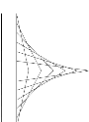
Figure 13 - Trajectoire du poste « Assurances »

1) Bilan ATRD6

Le réalisé ATRD6 est d'environ 50% inférieur sur la période 2022-2024 et en constante hausse sur cette même période. GreenAlp apporte les informations suivantes :

« Les contrats d'assurance sont renégociés tous les 4 ans au périmètre du Groupe. Les contrats actuellement en vigueur ont été négociés en 2022 pour une application à compter du 01/01/2023 (et pouvant être prolongée jusqu'au 31/12/2028). Ils couvrent les risques suivants :

- Responsabilité Civile générale : la prime est fixe sur la durée du contrat. Elle est répartie par société en fonction du chiffre d'affaires dans le Groupe, pondéré par une cartographie des risques évalués pour chaque activité.
- Multirisques entreprises dommages aux biens : elle couvre les dommages aux biens appartenant au Groupe et les pertes d'exploitation pouvant en résulter. La prime évolue en



fonction de la valeur du parc immobilier couvert. Elle est répartie entre les sociétés du Groupe et, au sein de GreenAlp, entre ses activités, selon les surfaces occupées.

- Flotte automobile : elle évolue en fonction de « l'indice des prix de l'entretien et réparation de véhicules » et de la sinistralité constatée sur le parc automobiles. Elle est facturée à GreenAlp au prorata du nombre de véhicules GreenAlp, et à l'ATRD au prorata des véhicules affectés à l'activité gaz.

2) [Confidentiel] Explication de la demande par GreenAlp

Les hypothèses retenues par l'opérateur pour la construction de sa demande ATDR7 sont les suivantes :

- « Responsabilité Civile : prime stable par rapport à 2024
- Multirisques entreprise et dommages aux biens : prime en hausse par rapport à 2024, du fait de la revalorisation des valeurs assurées à la suite des travaux de réhabilitation réalisés dans les locaux occupés par GreenAlp ; puis stable sur toute la période
- Flotte automobile : [Confidentiel]

L'opérateur détaille ainsi sa trajectoire ATDR7 :

€ constants 2024	REF 2024	2026	2027	2028	2029
RC générale	[Confidentiel]				
Dommages aux biens					
Flotte auto					
Total					

Tableau 34 – Détail de la trajectoire ATDR7 pour le poste Assurances, transmis par GreenAlp

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée s'appuie sur la demande de l'opérateur indexée de l'inflation pour les catégories « RC générale » et « Dommages aux biens ». Toutefois, à la suite du constat d'un renouvellement de la flotte des véhicules (cf. poste Entretien véhicule), la trajectoire proposée ne retient pas l'hypothèse d'une évolution de [Confidentiel] de l'assurance pour la flotte automobile qui voudrait tenir compte de l'augmentation de la sinistralité et des coûts de maintenance alors que l'âge moyen du parc va rajeunir sur la période ATDR7. La trajectoire se base sur le réalisé 2024 indexée de l'inflation pour établir la trajectoire « Flotte auto ».

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					



Ecart (en% du poste)

Tableau 35 – Assurances, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

PIA fait un lien entre :

- 1. les coûts d'assurance automobile et l'âge des véhicules, sous entendant que des véhicules plus récents bénéficieraient d'un coût d'assurance plus faible.
- 2. les coûts d'assurance automobile et les coûts de maintenance des véhicules.
- 3. la sinistralité et l'âge moyen des véhicules.

Concernant le point 1, nous souhaitons rappeler qu'un véhicule neuf a plus de valeur qu'un véhicule qui a 8,5 ans d'âge. Le lien entre l'âge du véhicule et le coût de son assurance existe bien, mais il est tel que les véhicules plus récents sont soumis à un coût d'assurance plus élevé et non plus faible, d'autant que nous assurons au tiers les véhicules de plus de 5 ans, alors que les véhicules de moins de 5 ans bénéficient d'une assurance tous risques. En conséquence, plus le parc rajeunit, plus les coûts d'assurance de la flotte sont élevés.

Concernant le point 2, nous ne comprenons pas le lien qui est fait, coûts de maintenance et coûts d'assurance étant complètement indépendants.

Concernant le point 3, nous comprenons qu'il puisse être tentant de faire un lien entre l'âge des véhicules et la sinistralité a priori. Toutefois, les véhicules de GreenAlp font l'objet d'un entretien régulier et nous constatons que l'augmentation des sinistres observés ces dernières années ne sont pas induits par des défaillances matérielles des véhicules mais par une dégradation des conditions d'utilisation de ceux-ci. Nous notons en particulier une recrudescence d'actes de vandalisme, de vols de matériels, rayures et sinistres sans tiers identifié.

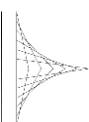
Les points 1 et 3 sont bien identifiés et engendrent une hausse significative des primes d'assurances, sans compter l'évolution « naturelle » des primes des assureurs en France. Nous réfutons les ajustements proposés par PIA qui sont infondés.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant prend note des explications apportées par l'opérateur en phase pré-contradictoire et retient donc la demande de GreenAlp pour ce poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 36 – Assurances, demande et proposition finale



H. Frais de recherche

Le poste « Frais de recherche » couvre 0,27% des CNE.

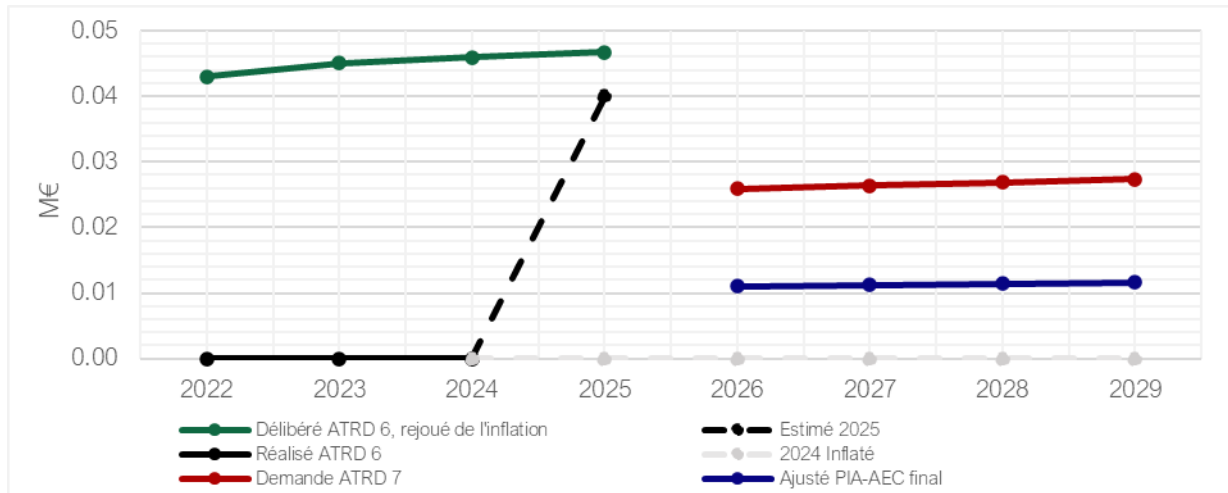


Figure 14 - Trajectoire du poste « Frais de recherche »

1) Bilan ATRD6

L'absence de dépenses sur le réalisé ATRD6 alors que le délibéré octroyait 45k€ pour ce poste s'explique ainsi par GreenAlp :

« Lors de sa demande tarifaire pour la période ATRD6, GreenAlp avait pour ambition de mener des travaux sur deux thématiques principales : les nouveaux gaz et la gestion optimisée des réseaux. Elle envisageait d'y consacrer 40k€ par an (hors main d'œuvre interne) sur la période 2022 à 2025.

Le contexte de crise énergétique qui a suivi la période post-Covid a mobilisé les ressources de GreenAlp sur d'autres sujets. Par ailleurs les projets de maillage de réseau ont été annulés ou repoussés par rapport au planning initial. Les actions de R&D&I envisagées ont dû être reportées pour l'essentiel. Elles ont plutôt fait l'objet de réflexions qui n'ont pas donné lieu à un traçage en activité de R&D&I. »

2) Explication de la demande par GreenAlp

GreenAlp précise que ses travaux de R&D&I couvriront les enjeux associés au biométhane ([Confidentiel]) et à la modélisation des flux. Ces efforts de recherche seront mutualisés avec GRDF et d'autres acteurs gaziers et seront financés dans le cadre d'appels à projets français et européens. L'ambition financière sur l'ATRD 7 a été revue à la baisse avec une projection de 25 k€/an de R&D&I qui permettront de financer des prestations externes.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Aucune donnée chiffrée permettant de justifier l'estimation de 25k€/an n'a été fournie. Il n'est donc pas possible pour le consultant de comprendre comment ont été estimés les frais de recherche et d'innovation pour les différents projets de GreenAlp. La trajectoire proposée reconduit donc la moyenne 2022-2024 indexée de l'inflation.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	-	-	-	-	-
Ecart (en valeur)	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03
Ecart (en% du poste)	-100%	-100%	-100%	-100%	-100%

Tableau 37 – Frais de recherche, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Sur la période ATRD7, GreenAlp poursuivra ses initiatives de recherche, développement et innovation sur deux thématiques principales : le biométhane et la gestion optimisée des réseaux.

La méthanisation, l'usage des gaz verts et l'hydrogène auront des impacts sur les installations existantes. L'injection de biométhane dans le réseau de GreenAlp représente une transformation majeure de sa gestion énergétique, nécessitant une adaptation fine aux nouvelles réalités de l'approvisionnement et de la distribution du gaz. Dès 2026, le raccordement au réseau GRDF sera un levier essentiel pour équilibrer les flux dans la région Grenobloise, notamment lors des périodes hors chauffage où la quantité de biométhane injectée dépassera la consommation locale. [Confidentiel].

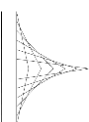
[Confidentiel] Par ailleurs, afin d'affiner la connaissance du pouvoir calorifique supérieur (PCS), il serait pertinent de déployer des dispositifs de mesure directement sur l'ensemble du réseau de GreenAlp, [Confidentiel].

Pour faciliter l'intégration de ce nouveau gaz dans les réseaux, GreenAlp étudiera les problématiques de modélisation des flux. Les analyses et travaux de maillage réseau effectués sur la période précédente seront poursuivis et complétés selon les évolutions des projets de biométhane proches des zones de distribution GreenAlp. [Confidentiel] En 2025, à quelques exceptions près, l'ensemble du parc aura été équipé en compteurs communicants. Cette masse de données du comptage communicant permettra des travaux additionnels sur les connaissances ainsi que sur la manière dont celles-ci peuvent modifier le rôle de l'exploitant.

5) [Confidentiel] [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant tient compte des détails fournis par l'opérateur. Suivant les orientations de la CRE qui retient les projets contribuant à renforcer la sécurité, la durabilité et l'efficacité du réseau de distribution ainsi que les projets favorisant l'amélioration de l'injection de gaz bas-carbone et renouvelable dans les réseaux et au développement d'une exploitation dynamique des réseaux de distribution, [Confidentiel].

Toutefois, les frais d'analyse des données de consommations issues des compteurs communicants ne font pas partie du périmètre établi par la CRE, tandis que les mesures de PCS ne s'apparentent pas à de la R&D. Ces charges demandées ne sont donc pas retenues dans la proposition. La trajectoire proposée retient donc un montant de 11k€/an.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03
Ajusté PIA-AEC final	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01
Ecart (en valeur)	-0.01	-0.02	-0.02	-0.02	-0.02
Ecart (en% du poste)	-58%	-58%	-58%	-58%	-58%

Tableau 38 – Frais de recherche, demande et proposition finale

I. Prestations externes

Les prestations externes font référence aux recours à des intérimaires et le développement de l'alternance au sein de GreenAlp. Ce poste représente **2,11%** des CNE.

[Confidentiel]

Figure 15 - Trajectoire du poste « Prestations externes »

1) Bilan ATRD6

Green Alp explique que ce poste intègre les charges liées à l'intérim et est par nature variable. L'opérateur précise que l'augmentation de ce poste en 2024 est liée aux intérimaires de remplacement, au développement de l'alternance au sein de GreenAlp afin de disposer d'un vivier de candidats pour essayer de trouver une solution à leurs difficultés de recrutement ainsi qu'à la décision de remplacement de l'ERP de facturation Efluid par SAP non anticipée dans la trajectoire. Concernant ce dernier point, les personnes de certaines équipes concernées ont été détachées sur le projet et remplacées par des prestataires afin d'être en mesure de continuer à assurer les missions quotidiennes habituelles à l'activité de GRD.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Personnel intérimaire	[Confidentiel]		

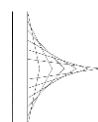
Tableau 39 – Détail du compte associé au poste « Prestations externes » dans la balance générale

2) Explication de la demande par GreenAlp

La trajectoire demandée se base sur la mise en service de l'outil SAP en 2026 : la phase de paramétrage implique une hausse des charges en 2025 qui devraient baisser ensuite sur la période jusqu'en 2028.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

GreenAlp inclut déjà dans son poste « sous-traitance » les charges liées au pilotage et à la mise en œuvre du remplacement du logiciel de facturation par la DTSN de GEG. Faute d'analyse sur



la répartition des charges liées au passage au logiciel SAP entre les postes « sous-traitance » et « prestations externes », la trajectoire proposée s’appuie sur le réalisé 2023 indexée de l’inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 40 – Prestations externes, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l’opérateur lors de l’exercice contradictoire

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l’opérateur

Si le consultant note les détails apportés par l’opérateur, l’absence de justification chiffrée contraint la compréhension des charges demandées : en effet, GreenAlp ne précise pas l’estimation chiffrée des besoins en prestations externes pour le déploiement du nouvel ERP, ni ne ventile les charges associées à cet ERP entre les postes “Sous-traitance” et “Prestations externes” comme demandé lors du contradictoire. A ce titre, la trajectoire retenue reconduit la moyenne 2022-2024 réalisée, indexée de l’inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 41 – Prestations externes, demande et proposition finale

J. Dépenses de communication

Les dépenses de communication visent à promouvoir les actions de conversion et le biométhane ainsi que l’animation de la filière. Elles représentent **0,10%** des CNE.



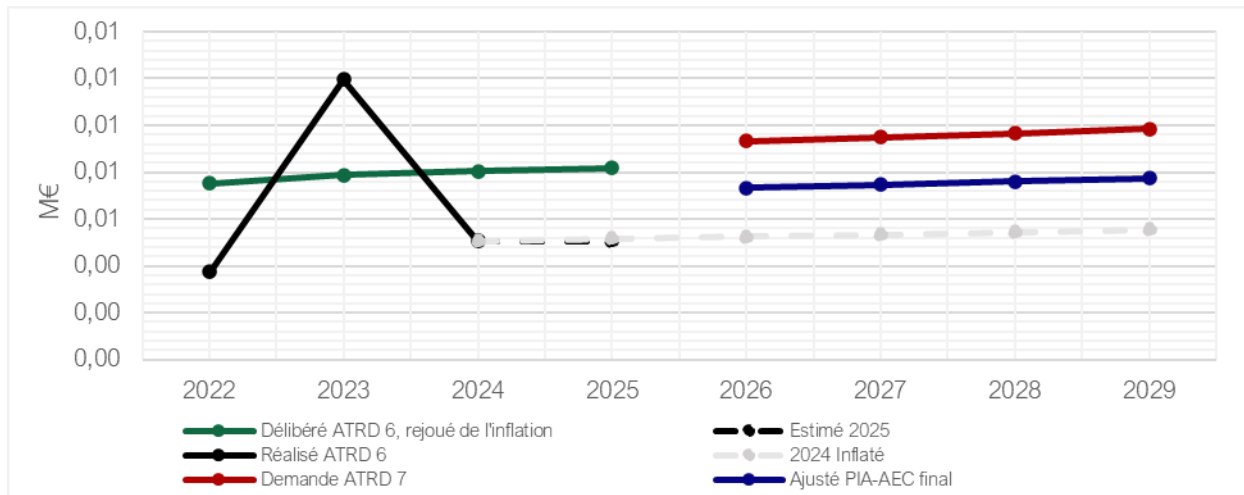


Figure 16 - Trajectoire du poste « Dépenses de communication »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas fourni d'explication sur la différence entre les trajectoires délibérée et réalisée.

Les détails de la balance générale sont les suivants pour ces dépenses :

€	2022	2023	2024
Annonces et insertions	[Confidentiel]		
Foires et expositions			
Cadeaux clientèle			
Cadeaux au personnel			
Catalogues et imprimés			
Mécénat			
Parrainage sponsoring			
#N/A			

Tableau 42 – Dépenses de communication, détail des comptes associés à ce poste dans la balance générale

Ces informations permettent de constater l'hétérogénéité des montants associés à ces postes sur la période 2022-2024, qui semblent plus obéir à une logique conjoncturelle que structurelle.

2) Explication de la demande par GreenAlp

Ces dépenses ont été estimées en moyenne à 9k€ par an sur la période ATRD7.



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

N'ayant pas de détails chiffrés pour la demande de l'opérateur et constatant le caractère conjoncturel de ce poste à travers la balance générale, la trajectoire proposée s'appuie sur l'année 2024 réalisée et indexée sur l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Ecart (en valeur)	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Ecart (en% du poste)	-44%	-44%	-44%	-44%	-44%

Tableau 43 – Dépenses de communication, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Ce poste est par nature fortement volatil. Nous proposons donc d'ajuster notre trajectoire tarifaire à la moyenne des montants réalisés sur la période de l'ATRD6, soit 7k€, inflaté.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant retient la proposition de l'opérateur faite à la suite de la phase pré-contradictoire, à savoir la reconduction de la moyenne réalisée 2022-2024 inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Ajusté PIA-AEC final	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Ecart (en valeur)	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Ecart (en% du poste)	-21%	-21%	-21%	-21%	-21%

Tableau 44 – Dépenses de communication, demande et proposition finale

K. Aides commerciales

GreenAlp explique que les aides commerciales visent à fidéliser les clients gaz actuels, promouvoir les solutions gaz innovantes et le GNV (Gaz Naturel Véhicule), ainsi que de développer les usages gaz à haute efficacité énergétique pour lutter contre la précarité énergétique et accélérer le développement de la mobilité propre. Ce poste représente **0,22%** des CNE.



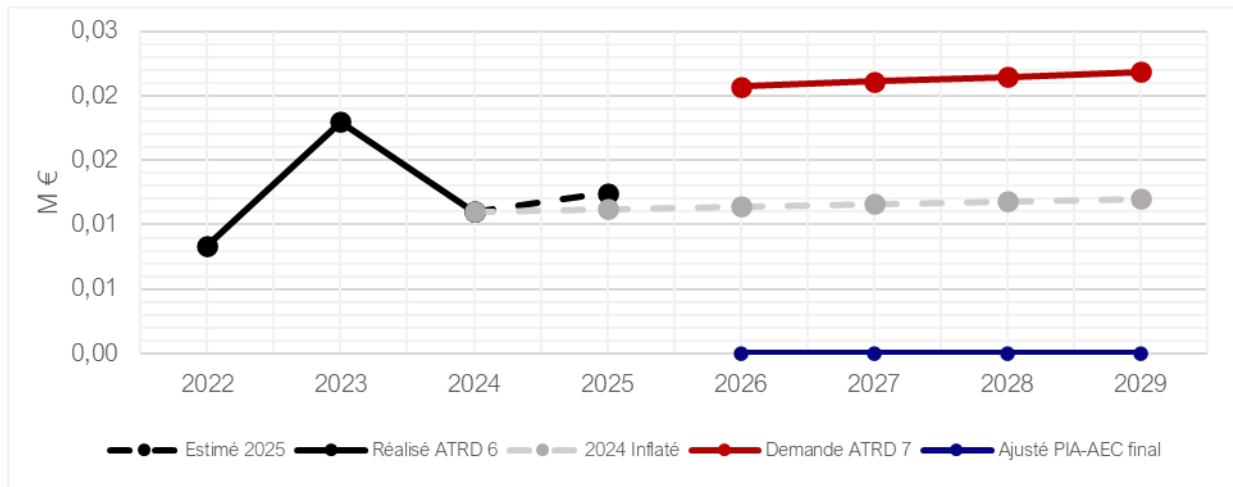


Figure 17 - Trajectoire du poste « Aides commerciales »

1) Bilan ATRD6

L'augmentation des aides commerciales en 2023 est expliquée par GreenAlp par l'attribution d'une subvention pour l'installation de chaudières très haute performance, incluant notamment une pompe à chaleur hybride.

2) Explication de la demande par GreenAlp

GreenAlp estime un budget de 20k€ par an sur la période ATRD7 pour le versement de primes de renouvellement pour les chaudières, avec pour objectif d'inciter le remplacement d'équipements anciens par des chaudières plus performantes afin de « maintenir durablement la consommation de gaz sur une période estimée d'une vingtaine d'années et sécurise les volumes distribués, sur les points identifiés. De plus, en orientant les choix des consommateurs vers des modèles à haut rendement, les primes contribuent à améliorer l'efficacité énergétique globale du parc résidentiel, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. »

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Dans la continuité des orientations de la CRE retenues pour le tarif ATRD7 de GRDF, aucune aide commerciale relative au développement du gaz ou au maintien des clients au gaz n'est retenue dans les budgets ATRD pour la prochaine période.

La trajectoire proposée tient compte de cette orientation de la CRE et est donc nulle.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	-	-	-	-	-
Ecart (en valeur)	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Ecart (en% du poste)	-100%	-100%	-100%	-100%	-100%



Tableau 45 – Aides commerciales, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'optimisation des investissements réseau de gaz consistera sur la période ATRD7 à abandonner des portions de réseau et au contraire à conserver suffisamment de consommations dans d'autres portions de réseau qui seront amenées à perdurer voire à s'étoffer dans le cadre du schéma directeur des énergies de la métropole grenobloise.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

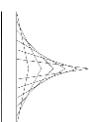
La trajectoire retenue reconduit celle initialement proposée faute de précision dans les éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire, ne permettant pas de savoir clairement si les charges associées à ce poste ont pour vocation de favoriser la sortie du gaz, citée par la CRE comme seule raison entrant dans le périmètre.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ajusté PIA-AEC final	-	-	-	-	-
Ecart (en valeur)	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Ecart (en% du poste)	-100%	-100%	-100%	-100%	-100%

Tableau 46 – Aides commerciales, demande et proposition finale

L. Autres charges

GreenAlp a détaillé 8 sous-postes : Honoraires ; missions et déplacements ; autres services extérieurs ; Frais postaux et télécommunications ; cotisations diverses ; frais de conférence et de réception ; autres ; et impayés. Ce poste représente **6,62%** des CNE.



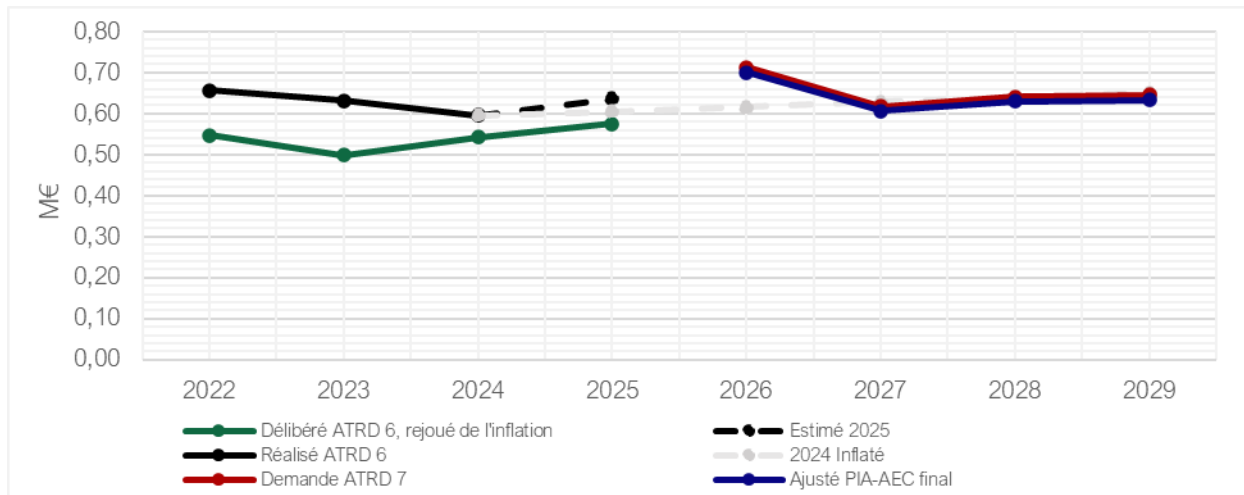


Figure 18 - Trajectoire du poste « Autres charges »

1) Bilan ATRD6

L'augmentation constatée sur ce poste entre le réalisé et le délibéré est due à un écart d'affectation du poste « charges de gestion courante » qui dans la trajectoire était inclus en sous-traitance (pour [Confidentiel] annuels) et est en réalisé dans la matrice CRE en « autres charges », lignes « autres ».

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le détail de la demande pour chaque sous-poste est précisé ci-dessous.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée s'appuie sur la somme des propositions pour les sous-postes de ce poste pour la période ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0.71	0.62	0.64	0.65	0.65
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0.55	0.56	0.57	0.58	0.56
Ecart (en valeur)	-0.16	-0.06	-0.07	-0.07	-0.09
Ecart (en% du poste)	-23%	-10%	-11%	-10%	-14%

Tableau 47 – Autres charges, demande et proposition pré-contradictoire

4) Appréciation post-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée s'appuie sur la somme des propositions post-contradictaires pour les sous-postes de ce poste pour la période ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande GreenAlp	0,71	0,62	0,64	0,65	0,65
Ajusté PIA-AEC final	0,70	0,61	0,63	0,63	0,64
Ecart (en valeur)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (en% du poste)	-2%	-2%	-2%	-2%	-2%

Tableau 48 – Autres charges, demande et proposition finale

L.2. Honoraires

Ce sous-poste représente 0,61% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 19 - Trajectoire du poste "Honoraires"

1) Bilan ATRD7

Les variations de ce poste sur la période 2022-2024 s'expliquent par rapport au socle pour l'année 2022 par un accompagnement à de l'excellence opérationnelle en gaz qui a été mené afin de gagner en performance ([Confidentiel]). Les variations de l'année 2024 correspondent à des charges d'honoraires pour améliorer le processus de réalisation des publications de données de GreenAlp ([Confidentiel]).

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Honoraires	[Confidentiel]		

Tableau 49 – Détail du compte associé au poste « Honoraires »

2) Explication de la demande par GreenAlp

3) [Confidentiel] Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

4) [Confidentiel] Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

[Confidentiel]

L.3. Missions et déplacements

Ce sous-poste constitue 0,40% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 20 - Trajectoire du poste "Missions et déplacements"



1) Bilan ATRD6

GreenAlp explique la hausse observée en 2023 par la volatilité du poste par nature. GreenAlp ajoute que le poste est globalement en ligne avec la trajectoire délibérée qui s'appuyait elle-même sur la moyenne observée en 2018-2019 (avant Covid).

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Missions et déplacements	[Confidentiel]		
Missions et déplacements GEG			

Tableau 50 – Détail des comptes associés au poste « Missions et déplacements »

2) Explication de la demande par GreenAlp

La trajectoire ATRD7 s'appuie sur la moyenne des années 2022-2024.

3) Appréciation-pré contradictoire du niveau de la trajectoire

Le consultant propose de reconduire le niveau de 2022 en l'indexant sur l'inflation afin de ne pas appuyer la trajectoire sur la hausse importante mais exceptionnelle constatée en 2023.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 51 – Missions et déplacements, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Les frais de déplacements varient d'une année à l'autre notamment en lien avec les participations de nos collaborateurs à des formations externes. Il est donc normal qu'ils fluctuent ; à ce titre projeter ce poste sur la moyenne du réalisé indexée sur l'inflation nous paraît plus fondé qu'à partir d'une année prise pour référence arbitraire. C'est d'ailleurs la méthodologie qui avait été retenue par la CRE lors du dernier dossier tarifaire, et qui s'est avérée proche du réalisé observé sur 2022-2024. Nous maintenons donc notre demande de trajectoire ATRD7 et réfutons l'ajustement infondé proposé par PIA.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue en post-contradictoire reprend la moyenne réalisée 2022-2024 indexée de l'inflation soit la demande de l'opérateur.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 52 – Missions et déplacements, demande et proposition finale

L.4. Autres services extérieurs

Ce poste représente 2,82% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 21 - Trajectoire du poste « Autres services extérieurs »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp a indiqué ne pas avoir pu produire l'analyse justifiant la hausse de ce poste entre 2022 et 2024.

Le détail donné par la balance générale est le suivant :

€	2022	2023	2024
Autres services extérieurs GEG	[Confidentiel]		
Autres services extérieurs			

Tableau 53 – Détail des comptes associés au poste « Autres services extérieurs »

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur explique que les hypothèses de la trajectoire demandée sont « issues d'une extrapolation à dires d'experts ».

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Faute d'explications pour les trajectoires ATRD6 et ATRD7, le consultant propose de reconduire la moyenne réalisée 2022-2024 indexée sur l'inflation, avec une décote de 20% du fait de l'importance des montants (2,82% des CNE) et de l'absence d'éléments les expliquant.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					



Ecart (en% du poste)

Tableau 54 – Autres services extérieurs, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Concernant le bilan ATRD6, les variations s'expliquent principalement par le fait qu'en 2023 l'opérateur GreenAlp a procédé à l'établissement de ses modes opératoires de soudage et à leur qualification (DMOS/QMOS) tels qu'imposé par l'arrêté du 13 juillet 2000 précisé par le RSDG 3.1 rev1 (Soudage des canalisations et branchements en acier). Pour ce faire, GreenAlp a été accompagnée par une société de contrôle pour un coût de [Confidentiel]. Cette prestation est ponctuelle et ne fait pas l'objet de dépenses dans les années suivantes.

GreenAlp a également été soumise à une inspection sur son processus de protection cathodique par un organisme accrédité conformément au RSDG 13.1 Rev3 « Protection cathodique des canalisations en acier ». Le coût de cette prestation est de [Confidentiel] €. La prochaine inspection a été programmée deux ans après, soit en 2025 (donc pas de prestation à rémunérer en 2024).

Ce poste intègre des variations à la hausse concernant des prestations additionnelles liées par exemple à l'automatisation des DT-DICT. En contrepartie de ces hausses, nous avons tenu compte de variations à la baisse des prestations de relèves, ce qui se traduit par une stabilité globale des coûts, par rapport à la référence 2024. En aucun cas la méthode proposée par PIA ne nous permettrait de couvrir ces coûts.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'opérateur a précisé les raisons derrière les variations observées sur la période observée dans ses éléments de réponse apportés lors de la phase contradictoire. Ces variations sont exceptionnelles (accompagnement pour le respect de l'arrêté sur le soudage, à hauteur de [Confidentiel], prestation sur la période réalisée en en 2025 pour la protection cathodique, [Confidentiel].)

GreenAlp présente une demande inférieure en moyenne à son réalisé. L'opérateur l'explique par la compensation des variations à la hausse concernant l'automatisation des DT-DICT par celles à la baisse des prestations de relève. La trajectoire présentée est donc raisonnable et justifiée : étant inférieure au réalisé, la demande constitue dans ce contexte une référence acceptable pour être retenue comme trajectoire par le consultant.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					



Tableau 55 – Autres services extérieurs, demande et proposition finale

L.5. Frais postaux/ télécommunications

Les frais postaux/ télécommunications constituent 0,20% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 22 - Trajectoire du poste « Frais postaux/ télécommunications »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas explicité les variations de la trajectoire réalisée ATRD6.

Les informations de la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Frais postaux	[Confidentiel]		
Frais de télécommunication			
Frais postaux GEG			
Frais de télécommunication GEG			

Tableau 56 – Détail des comptes associés au poste « Frais postaux/ télécommunications »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire ne précise pas la demande de l'opérateur.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Faute de justifications pour la demande ATRD7, le consultant propose de reconduire le niveau de 2023 en l'indexant sur l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 57 – Frais postaux/ télécommunications, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Le réalisé ATRD6 des frais postaux croit pour être en fin de période supérieur à la trajectoire : l'augmentation correspond à l'envoi de recommandés via le prestataire [Confidentiel] aux clients



dont les compteurs n'ont pas été vus depuis plus de 14 mois. Cela correspond à une obligation réglementaire, dont nous avons relancé le suivi en 2023, pour le pérenniser en 2024. Le coût correspondant est estimé à [Confidentiel] sur la période ATRD7. Nous réfutons donc l'ajustement qui consiste à prendre 2023 comme année de référence et ne couvre pas ce poste de dépenses réglementaires.

Les frais de télécommunications correspondent essentiellement à la téléphonie fixe et mobile et de coûts de télécommunications liés au télétravail. Ils varient peu d'une année à l'autre sur la période ATRD6. Ils ont été extrapolés à partir de la moyenne observée sur 2022_2024, indexée sur l'inflation.

Nous ne comprenons pas en quoi retenir 2023 serait fondé pour justifier votre ajustement, que nous réfutons donc.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée est constituée des trajectoires suggérées pour les lignes de compte de la balance générale composant le poste « Frais postaux/ télécommunications ».

- « Frais postaux » : GreenAlp explique dans ses éléments complémentaires que la hausse observée sur le réalisé résulte du respect d'une obligation réglementaire dont le suivi a été relancé en 2023 et pérennisé en 2024. L'opérateur estime le surcoût lié au respect de cette obligation à [Confidentiel]. La trajectoire proposée reconduit donc le niveau 2022 (avant la mise en place du suivi afin de ne pas le comptabiliser deux fois) auquel est ajouté le surcoût de l'obligation [Confidentiel]. La trajectoire tient compte de l'inflation prévisionnelle.
- « Frais de télécommunication » : GreenAlp a précisé que ce poste était peu variable : la moyenne réalisée 22-24 indexée de l'inflation est reconduite, soit la même méthode que l'opérateur.
- « Frais postaux GEG » : la moyenne réalisée inflatée est aussi reconduite.
- « Frais de télécommunication GEG » : cette ligne n'enregistre de charges qu'en 2022 et GreenAlp n'a pas fourni de détail ou de demande spécifique à cette ligne de compte. Le consultant considère donc que ces charges ne sont pas pérennes et ne les inclue pas dans la trajectoire proposée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 58 – Frais postaux/ télécommunications, demande et proposition finale

L.6. Cotisations diverses

Ce sous-poste représente 0,15% des CNE.

[Confidentiel]



Figure 23 - Trajectoire du poste « Cotisations diverses »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas fourni de détails expliquant la baisse régulière de dépenses de ce sous-poste sur les années 2022-2024. La balance générale ne permet pas d'avoir plus d'information à ce sujet comme visible ci-dessous :

€	2022	2023	2024
Cotisations diverses	[Confidentiel]		

Tableau 59 – Détail du compte associé au poste « Cotisations diverses »

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur explique que les principales cotisations concernent l'adhésion aux syndicats professionnels, reconduites d'année en année. Aucune précision n'est apportée sur les hypothèses de la trajectoire ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

N'ayant pas reçu de justification quant à la demande ATRD7 supérieure à la trajectoire 2024 inflatée, et les cotisations étant reconduites d'année en année selon GreenAlp, le consultant propose une trajectoire reconduisant les charges de l'année 2024 indexée sur l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 60 – Cotisations diverses, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Ce poste est essentiellement constitué des cotisations à nos syndicats interprofessionnels Gaz et Territoires (anciennement SPEGNN) et Energie Locales Ensemble (ELE). Quelques cotisations ponctuelles viennent compléter ces montants.

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant prend note du changement de trajectoire demandée par l'opérateur, qui implique une demande supérieure de 11k€ à celle initiale. Toutefois, GreenAlp n'a pas fourni de détail sur le reste de ces cotisations, il est donc difficile de comprendre le reste des charges associées à ce poste.



Ainsi, la trajectoire proposée tient compte d'une part de la reconduction des cotisations d'année en année comme mentionné par l'opérateur (cf.2), impliquant que l'année 2024 soit une donnée de référence pertinente pour la période prochaine, d'autre part du surcoût de 10k€ résultant de la nouvelle demande. La trajectoire reconduit donc l'année 2024 inflatée à laquelle est ajoutée le delta de 10k€.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 61 – Cotisations diverses, demande et proposition finale

L.7. Frais de conférence/ de réception

Ce poste représente 0,16% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 24 - Trajectoire du poste « Frais de conférence / de réception »

1) Bilan ATRD6

L'opérateur explique les variations importantes de ce poste par sa nature volatile.

Les informations disponibles dans la balance générale :

€	2022	2023	2024
Frais de conférences	[Confidentiel]		
Frais de réception			

Tableau 62 – Détail des comptes associés au poste « Frais de conférence / de réception »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Les hypothèses de la trajectoire ATRD7 n'ont pas été explicitées dans le dossier tarifaire.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Faute de justification pour la demande ATRD7, le consultant suggère de baser la trajectoire de la prochaine période tarifaire sur le réalisé de l'année 2022 indexé sur l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande GreenAlp	[Confidentiel]
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	
Ecart (en valeur)	
Ecart (en% du poste)	

Tableau 63 – Frais de conférence/ de réception, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Ce poste étant par nature volatil, à l'identique de la méthode validée pour la trajectoire ATRD6 la projection ATRD7 s'appuie sur la moyenne du réalisé 2022_2024, inflatée. Nous réfutons l'ajustement infondé de PIA.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue à ce stade reconduit la moyenne réalisée 2022-2024 indexée de l'inflation correspondant à la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 64 – Frais de conférence/ de réception, demande et proposition finale

L.8. Autres

Ce poste comprend les comptes suivant selon l'opérateur : frais d'actes et de contentieux, transports divers, documentations, frais de déménagement, commissions et frais sur émission d'emprunt, frais et commissions bancaires, redevances pour services rendus, déplacements prestataires, frais de recrutement et charges de gestion courantes. Il représente **1,39%** des CNE.

[Confidentiel]

Figure 25 - Trajectoire du poste "Autres"

1) Bilan ATRD6

Les charges de gestion courante représentent la majorité des charges associées à ce poste.
[Confidentiel]



€	2022	2023	2024
Charges de gestion courantes	[Confidentiel]		
Documentations			
Rémunération d'intermédiaires et honoraires divers			
Transports divers			
Frais de déménagement			
Commissions et frais sur émission d'emprunt			
Frais et commissions bancaires			
Déplacements prestataires			
Frais de recrutement			

Tableau 65 – Détail du réalisé du poste « Autres »

2) Explication de la demande par GreenAlp

La référence 2024 a été reconduite à l'identique dans les projections ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La quote part payée par GreenAlp dépendant essentiellement des tarifs réglementés, la trajectoire proposée s'appuie sur l'année 2024 indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 66 – Autres, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous comprenons de votre ajustement que PIA a choisi d'appliquer à tous les sous-postes du poste « autres » la référence 2024 pour tirer la trajectoire ATRD7. Cela vous conduit à ajuster notre demande à la baisse, qui s'appuyait, pour tous les sous-postes de « autres » hormis les charges de gestion courantes, sur la reconduction de la moyenne du réalisé 2022_2024 inflatée,



conformément à la méthode retenue lors de la trajectoire ATRD6. Nous réfutons l'ajustement de PIA qui est arbitraire et infondé.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire post-contradictoire retenue reprend la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 67 – Autres, demande et proposition finale

L.9. Dont impayés

Le poste « Impayés » représente 0,88% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 26 -Trajectoire du poste "dont impayés"

1) Bilan ATRD6

GreenAlp précise que les impayés sont une donnée constatée, l'opérateur étant refacturé par les fournisseurs de la part acheminement de leurs créances irrécouvrables. A ce titre, ce poste, peu prévisible et non maîtrisable, est au CRCP.

Les données de la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Pertes sur créances irrécouvrables	[Confidentiel]		
Pertes sur créances irrécouvrables GEG			

Tableau 68 – Détail des comptes associés au poste « dont impayés »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire justifie la hausse des charges associées par ce poste pendant la période ATRD7 à une recrudescence probable des impayés dans le futur proche qui aurait pour conséquence d'inciter les fournisseurs hors Groupe GEG à refacturer à GreenAlp la quote-part acheminement des impayés qu'ils constatent.

GreenAlp explique que l'estimation du volume des impayés a été faite grâce à un gros travail de relance des mandataires sur les liquidations judiciaires à l'occasion des travaux en cours sur le changement de logiciel de facturation.



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

N'ayant pas le détail du travail de relance des mandataires ayant permis d'estimer la trajectoire ATRD7 pour ce poste, la trajectoire suggérée s'appuie sur l'année 2022 réalisée et indexée sur l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 69 – Dont impayés, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Rappelons au préalable que les impayés imputés à GreenAlp correspondent à la part acheminement des impayés, pour l'essentiel refacturés par les fournisseurs des clients utilisant les réseaux de GreenAlp. Ces montants font l'objet de contrôles détaillés de la part des commissaires aux comptes, qui vérifient les certificats d'irrecouvrabilité des créances passées en impayés.

Le service recouvrement du Groupe GEG a renforcé ses actions ces 5 dernières années, en lien avec les services techniques de GreenAlp qui procèdent aux coupures nécessaires en cas de créance impayée injustifiée. Cependant, nous constatons que les impayés se renforcent ces dernières années et que cette tendance est appelée à perdurer.

D'après les analyses menées par notre service recouvrement, sur la période de l'ATRD6 une des raisons est que les petits clients ont bénéficié en 2021 et 2022, suite à la crise COVID et à la crise énergétique, d'un soutien temporaire et exceptionnel à travers l'attribution de chèques énergies de montants unitaires revus à la hausse et dont les critères d'éligibilité avaient été élargis. La campagne de 2022 a encore eu un effet bénéfique sur les encaissements réalisés jusqu'à 2023. Les clients n'ont plus bénéficié de la campagne exceptionnelle de chèques Energie à partir de 2024. Depuis, nous constatons que les taux d'impayés à 60 jours augmentent. [Confidentiel] La chronique ci-dessous montre l'évolution en montant des chèques énergies encaissés dans le groupe GEG sur Grenoble :

[Confidentiel]

[Confidentiel] Enfin, au-delà de GreenAlp, différentes études récentes montrent que les taux de créances impayées en France, ainsi que de défaillances d'entreprises, ne cessent d'augmenter.

[Confidentiel] Nous maintenons donc notre demande de couverture de ce poste à un niveau traduisant les constats de ces dernières années et les anticipations pour les prochaines, la référence 2022 retenue par PIA étant totalement arbitraire et infondée.



5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue prend note des augmentations d'impayés observées. Néanmoins, n'ayant pas le détail des anticipations estimées qui ont permis de construire la trajectoire future, le consultant reconduit la moyenne réalisée 2022-2024 indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 70 – Dont impayés, demande et proposition finale

M. Synthèse de la catégorie Consommations externes

Cette catégorie représente 60,27% des CNE.

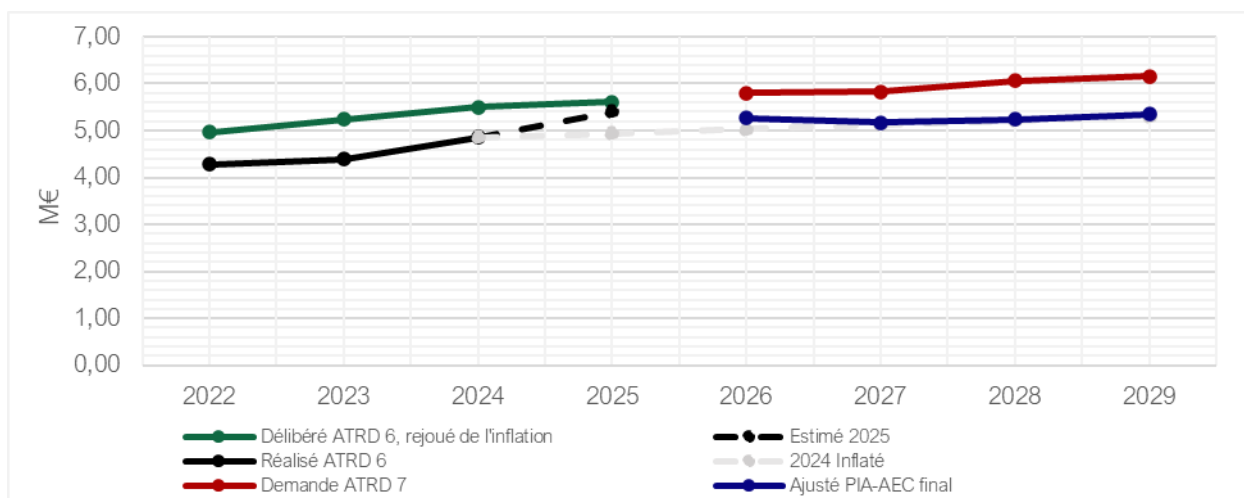


Figure 27 - Trajectoire de la catégorie « Consommations externes »

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	5,80	5,83	6,06	6,15	5,96
Ajusté PIA-AEC final	5,27	5,17	5,24	5,35	5,26
Ecart (ETP)	-0,53	-0,66	-0,82	-0,80	-0,70
Ecart (en% du poste)	-9%	-11%	-14%	-13%	-12%



Tableau 71 – Consommations externes, demande et proposition finale

V. Charges de personnel

A. Effectifs

L'évolution des effectifs de GreenAlp (réalisée et demandée) est présentée ci-dessous ainsi que la trajectoire « Ajusté PIA-AEC » :

[Confidentiel]

Figure 28 - Trajectoire des effectifs de GreenAlp

1) Bilan ATRD6

La hausse des effectifs sur la période 2022-2025 s'explique selon l'opérateur par plusieurs motifs.

[Confidentiel]

2) Explication de la demande par GreenAlp

[Confidentiel]

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

[Confidentiel]

ETP	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (ETP)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 72 – Effectifs, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Sur la période de l'ATRD6, de 2022 à 2025 la trajectoire d'effectif réalisée a été en dessous de celle contractualisée. Les raisons sont multiples : la première est que l'entrée en concession de la grande majorité des conduites montantes a été réalisée au 1er Aout 2023 (l'entrée progressive imaginée à partir de juillet 2021 ne s'est pas vérifiée en pratique). La seconde raison est que les gains de productivité liés au changement de gamme de maintenance des CICM ont été réalisés en 2023 au lieu de 2024. Enfin, la baisse du nombre de clients gaz a permis d'aller plus vite que prévu sur la baisse des techniciens d'intervention clientèle.



[Confidentiel] La proposition de PIA d'absorber la hausse d'effectif faisant suite à la reprise en concession des CICM pour revenir à l'effectif de début d'ATRD6 démontre une certaine incompréhension de ces activités qui sont réglementaires :

- Arrêté du 4 mars 2021 qui a modifié celui du 23 février 2018 et portant sur l'aval des OCG pour immeuble d'habitation (régulateurs, OCI).
- Loi 3DS publiée au JO le 22 février 2022.
- Arrêté du 06 décembre 2021 en modification de celui du 13 juillet 2000 portant notamment sur les fontes ductiles, la protection des branchements.
- RSDG 14 (règlement sécurité distribution de gaz) du 11 février 2022, texte réglementaire, applicable par décision du ministre, qui précise l'arrêté du 13 juillet 2000.

Avant intégration de la maintenance de toutes les CICM, celle-ci était réalisée pour 80% du parc Grenoblois en prestation à destination des copropriétés avec une part de marché de 80% de GreenAlp. Les 20% du parc Grenoblois restant étaient déjà en concession. En 2022 cette activité de maintenance des CICM en prestation a généré [Confidentiel] de travail. Cela démontre que cette activité était bien récurrente qu'elle soit en concession ou non.

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

ETP	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (ETP)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 73 – Effectifs, demande et proposition finale

B. Rémunérations personnel

Ce poste représente 27,33% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 29 - Trajectoire du poste « Rémunérations personnel »

[Confidentiel]

Figure 30 – Rémunération moyenne



1) Bilan ATRD6

GreenAlp a expliqué son écart entre le réalisé et le délibéré ATRD6 par l'intégration des charges AMR à leur matrice tarifaire pour le délibéré ATDR6 hors AMR. De plus, l'opérateur justifie l'accroissement de la masse salariale sur la période 2022-2025 comme le produit de l'évolution des effectifs et du taux d'augmentation des salaires.

2) Explication de la demande par GreenAlp

La trajectoire ATRD7 suit un taux d'évolution de la rémunération moyenne [Confidentiel].

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

[Confidentiel]

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 74 – Rémunérations personnel, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La demande par GreenAlp d'évolution de rémunération du personnel a été calculée en se basant sur une trajectoire historique de celle-ci (le personnel a un salaire qui a augmenté au cours du temps par amélioration du professionnalisme et avec l'ancienneté) et une hypothèse d'évolution futures du SNB, du GVT+ et GVT – dans le tableau ci-dessous. [Confidentiel]

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

[Confidentiel] La proposition retenue à ce stade reprend la donnée globale de l'augmentation fournie par GreenAlp (tenant compte des évolutions du SNB, GVT Positif et Négatif) sans être en mesure de la rationaliser. Toutefois, comme expliqué par GreenAlp en réponse au questionnaire et dans les éléments apportés lors de la phase contradictoire, la demande d'évolution de la rémunération du personnel se base sur la trajectoire historique. GreenAlp avait par ailleurs fourni le détail des évolutions du SNB et du GVT positif entre 2020 et 2025 sur lesquelles s'appuie l'évolution de sa masse salariale, en réponse au questionnaire. La trajectoire proposée reconduit donc le salaire moyen réalisé de 2024, dernière donnée constatée à partir des données comptables. Ce dernier est indexé de l'augmentation fournie par l'opérateur, avant d'être appliqué à la trajectoire d'effectifs proposée par le consultant pour la période 2026-2029.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande GreenAlp	[Confidentiel]
Ajusté PIA-AEC final	
Ecart	
Ecart (en% du poste)	

Tableau 75 – Rémunérations personnel, demande et proposition finale

C. Charges sociales

Les charges sociales sont assises sur les salaires bruts dont elles suivent l'évolution. Elles constituent **14,68%** des CNE.

[Confidentiel]

Figure 31 - Trajectoire du poste « Charges sociales »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp s'est appuyé sur les variations de taux suivantes pour la construction de sa trajectoire ATRD6 :

Description	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de charges sociales	56,8%	57,1%	57,0%	57,7%	56,9%	56,9%	56,9%	56,9%
Effet « Petit Pool »				0,20%	-0,40%			
Complément de facturation				0,50%	-0,5%			
Total des évolutions annuelles		0,35%	-0,12%	0,69%	-0,80%	0,00%	0,00%	0,00%

Tableau 76 – Trajectoire réalisée (2018 à 202) et prévisionnelle (2021 à 2025) du taux de charges sociales transmise par GreenAlp

2) Explication de la demande par GreenAlp

Pour la modélisation des projections du dossier ATRD7, GreenAlp le calcule comme étant le rapport entre les comptes 645 (charges sociales) et les comptes 641 (rémunérations brutes), hors intéressement. Les variations futures des taux de charges sociales sont appliquées sur cette même assiette.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée suit la méthodologie de calcul suggérée par GreenAlp tout en utilisant les charges de rémunération du personnel proposées par le consultant et en s'appuyant sur le taux de charges de l'année 2021 de GreenAlp.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 77 – Charges sociales, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous avons appliqué la même méthode de calcul que celle validée pour la trajectoire ATRD6, à savoir :

- Calcul du taux de charges sociales 2024 en proportion des rémunérations brutes : rapport entre les comptes 645 (charges sociales) et les comptes 641 (rémunérations brutes), hors intéressement (qui fait l'objet d'un calcul d'extrapolation spécifique). Ces montants sont directement issus de la comptabilité dissociée, elle-même issue de la comptabilité générale certifiée par les commissaires aux comptes. Les taux de charges sociales sont un constat, nous « subissons » leur évolution, ils ne sont ni négociables ni maîtrisables.
- Projection du taux 2024 sur les années de l'ATRD7 par intégration des variations de taux prévisionnelles, à savoir, tel qu'indiqué dans notre dossier tarifaire :

En % des salaires bruts	2024 R	2025 P	2026 P	2027 P	2028 P	2029 P
Taux de charges sociales	53.7	53.71	53.72	53.72	53.72	53.72
Cotisation vieillesse légale régime de droit commun		-0.22	-0.11			
Cotisation spécifique vieillesse		-0.07	-0.03			
Cotisation spécifique autres risques		+0.3	+0.15			
Total évolution de l'année		+0.01	+0.01	0	0	0

(On notera que ces variations sont très peu significatives ; ce sont celles qui nous ont été communiquées par la CNIEG. Nous n'avons pas extrapolé d'autres variations en l'absence d'informations les justifiant.)

- Application des taux obtenus à la base des rémunérations brutes projetées

Hormis les variations futures de taux en elles-mêmes, qui peuvent faire l'objet d'une appréciation de la part de PIA, nous ne comprenons pas l'approche retenue.

Nous sommes en attente de l'ajustement définitif de PIA mais réfutons d'ores et déjà l'approche et les fondements de l'ajustement actuel, inapproprié.



5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le taux des charges sociales en pourcentage des rémunérations brutes constaté à partir des données comptables disponibles s'élève en moyenne à [Confidentiel] [Confidentiel]

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 78 – Charges sociales, demande et proposition finale

D. Congés payés, CET y compris cotisations sociales

Ce poste n'est pas distingué sur les périodes ATRD6 et ATRD7 mais inclut dans les rémunérations brutes et les charges sociales.

[Confidentiel]

Figure 32 - Trajectoire du poste « Congés payés, CET y compris cotisations sociales »

1) Bilan ATRD6

Le groupe GEG a mis en place un Compte Epargne Temps à compter du 01/01/2022 et incite depuis fortement ses salariés à consommer leurs congés au fil de l'eau en respectant des plafonds fixes aux 31/12 et au 30/04, ce qui se traduit par une baisse de la provision congés payés.

2) Explication de la demande par GreenAlp

3) [Confidentiel] Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le poste "congés payés + CET" connaît une baisse continue entre 2022 et 2024, due à la mise en place d'un Compte Épargne Temps (CET) et à une incitation forte des salariés à consommer leurs congés dans l'année. Par ailleurs, GreenAlp confirme que ces éléments sont désormais intégrés dans les rémunérations brutes et charges sociales.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					



Tableau 79 – Congés payés, CET y compris cotisations sociales, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas commenté cette proposition qui suit sa demande.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire finale retient celle proposée lors de la phase contradictoire, soit la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 80 – Congés payés, CET y compris cotisations sociales, demande et proposition finale

E. Intéressement

Ce poste prend en compte les charges liées au dispositif facultatif d'épargne salariale qui permet d'associer les salariés aux résultats ou à la performance de leur entreprise. L'intéressement représente 1,4% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 33 - Trajectoire du poste « Intéressement »

1) Bilan ATRD6

Le réalisé 2023 diffère de près de 40% du délibéré pour la même année. D'après GreenAlp, "l'accord d'intéressement de GreenAlp repose sur l'atteinte de seuils d'excédent brut d'exploitation et de critères opérationnels évalués au périmètre des activités de l'entreprise. Par nature les projections de la trajectoire de l'intéressement reposent sur des hypothèses fortes puisque l'EBE est une donnée de sortie de l'application du tarif ATRD. Aussi, pour la trajectoire ATRD6, l'intéressement avait été projeté sur la base de la moyenne observée sur les années 2019 et 2020, pondérée par l'évolution de la proportion d'ETP affectés au gaz et inflatée. L'accord d'intéressement alors en vigueur couvrait les années 2019 à 2021. En 2022 un accord d'intéressement a été signé pour une année, dans la continuité du précédent accord. En 2023, un nouvel accord a été signé pour 3 années (2023 à 2025). Celui-ci a été repensé afin de limiter les impacts sur l'intéressement de la volatilité de l'EBE liée à des aléas extérieurs (inflation, crise énergétique, contraintes de régulation...). Les parties ont ainsi convenu de fixer chaque année dans le budget le niveau d'EBE attendu ; l'écart entre l'EBE réalisé et l'EBE prévu déterminant l'application d'un coefficient neutralisant ou bonifiant les critères d'intéressement des métiers de GreenAlp et des objectifs RSE. En outre, certains indicateurs métiers ont été revus ou complétés



afin de mieux reconnaître, encourager et susciter la participation des salariés à la performance de GreenAlp en les associant financièrement à la réussite de l'entreprise. Le réalisé 2023 correspond donc à l'application d'un accord d'intéressement dont les modalités de calcul sont différentes de celles de l'accord en vigueur au moment du calcul de la trajectoire ATRD6, ce qui a généré un écart par rapport à la trajectoire."

2) Explication de la demande par GreenAlp

La prime d'intéressement pour la période ATRD7 a été projetée selon la même méthode que celle retenue pour l'ATRD6 : l'intéressement moyen constaté pour GreenAlp pour les années 2022 à 2024 est de [Confidentiel]. L'intéressement a été projeté comme stable sur les années du prévisionnel et affecté au périmètre ATRD en proportion de l'évolution des effectifs ATRD par rapport à l'effectif global.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

L'intéressement se calcul vis-à-vis des bénéfices de la société, eux même assis, dans le contexte régulé, sur l'évolution de la rémunération de la base d'actif régulé. La trajectoire proposée s'appuie ainsi sur :

- L'évaluation de la BAR transmise par 'opérateur
- La rémunération moyenne rapportée à la BAR sur la période 2022-2024 qui permet d'estimer, à ce stade, la rémunération de la BAR
- Le ratio intéressement / rémunération (4.5% en moyenne).

Ce calcul devra être corrigé en fonction des données de la rémunération qui seront mises à jour dans le cadre du processus réglementaire.

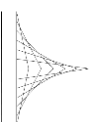
M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 81 – Intéressement, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La méthode proposée par PIA pour l'ajustement diffère de celle retenue dans la trajectoire ATRD6. L'accord d'intéressement (que nous avons précédemment transmis à PIA en complément de notre réponse au questionnaire) précise les points suivants (voir « Article 2 : Calcul de l'intéressement »).

[Confidentiel] PIA justifie son calcul d'ajustement comme suit : « L'intéressement se calcul vis-à-vis des bénéfices de la société, eux même assis, dans le contexte régulé, sur l'évolution de la rémunération de la base d'actif régulé ». Nous réfutons cet ajustement dont les fondements sont



faux, ignore l'accord d'intéressement en cours à GreenAlp, et maintenons notre demande qui correspond à la méthodologie retenue dans le cadre de la trajectoire ATRD6.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Après analyse de l'accord d'intéressement entre GreenAlp et les organisations syndicales, le consultant constate que l'accord indique un intéressement assis sur les performances de l'entreprise au regard de critères d'exploitation tels que, entre autres, [Confidentiel]. Le consultant constate ainsi que l'approche retenue au stade pré contradictoire n'est pas en ligne avec l'accord d'intéressement conclu par l'entreprise et ajuste donc sa méthode pour tenir compte de la méthodologie employée par GreenAlp (cf. 2), reconduisant ainsi le montant historiquement alloué indexé de l'inflation et multiplié par les effectifs retenus.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 82 – Intéressement, demande et proposition finale

F. Abondement sur intéressement

Ce poste fait référence à la somme supplémentaire versée par GreenAlp pour compléter l'épargne salariale de ses salariés. Il représente 0,36% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 34 - Trajectoire du poste « Abondement sur intéressement »

1) Bilan ATRD6

L'abondement sur intéressement suit la même trajectoire que l'intéressement. L'accord d'intéressement prévoit qu'en cas d'affectation de la prime d'intéressement sur le plan d'épargne du Groupe GEG, GreenAlp complète le versement du salarié par un abondement dont le pourcentage est fixé dans l'accord.

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'abondement constaté sur les années 2022 à 2024 est en moyenne de [Confidentiel] du montant de l'intéressement. Ce taux a été reconduit à l'identique pour le calcul de la trajectoire de l'abondement de l'ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée reprend le niveau constaté d'abonnement [Confidentiel] et l'applique à l'intéressement proposé par le consultant.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 83 – Abondement sur intéressement, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp réfute le calcul de la trajectoire d'intéressement proposé par PIA (cf point E ci-dessus) ce qui a un impact sur celui de l'abondement sur intéressement ; GreenAlp maintient sa demande de trajectoire d'abondement sur intéressement inchangée.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue reconduit le niveau constaté d'abondement [Confidentiel] et l'applique à l'intéressement retenu, calculé suivant la méthode de GreenAlp.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 84 – Abondement sur intéressement, demande et proposition finale

G. Participation

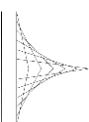
Le poste participation représente **2,07%** des CNE de GreenAlp.

[Confidentiel]

Figure 35 - Trajectoire du poste « Participation »

1) Bilan ATRD6

La participation de GreenAlp est issue d'un calcul réalisé par application de la formule légale. La prédictibilité de ce poste, ramené au périmètre de l'ATRD, est donc par nature particulièrement difficile selon GreenAlp. Pour l'ATRD6, il avait été reconduit une participation stable, évaluée à partir de la moyenne des années 2019-2020, indexée sur l'évolution des ETP et sur l'inflation.



2) Explication de la demande par GreenAlp

La participation de GreenAlp dépend de son accord de participation daté du 13/06/2019 pour une période de 3 exercices, reconduit par tacite reconduction depuis.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le résultat de l'opérateur régulé reflète essentiellement ses charges de capital, qui reflètent sa base d'actifs régulés.

[Confidentiel] Les montants devront être actualisés en fonction de la rémunération effectivement retenue.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 85 – Participation, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Comme pour l'intéressement, GreenAlp relève que l'ajustement proposé par PIA est infondé dans la mesure où il n'est calculé que sur le périmètre de l'ATRD, ce qui ne correspond pas à celui de l'application de la formule légale telle qu'explicitée dans l'accord de participation transmis à PIA. GreenAlp maintient donc sa demande de trajectoire, qui correspond à la méthode retenue pour la trajectoire ATRD6.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

[Confidentiel]

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					



Tableau 86 – Participation, demande et proposition finale

H. CCAS 1%

Le « 1% CCAS » est une contribution forfaitaire assise sur les effectifs statutaires de l'entreprise au 31/12/N-2 pour les entreprises dont l'effectif statutaire est inférieur à 1000 salariés. Ce poste représente **0,91%** des CNE.

[Confidentiel]

Figure 36 - Trajectoire du poste « CCAS 1% »

1) Bilan ATRD6

Selon GreenAlp, la trajectoire ATRD6 avait retenu un forfait / ETP stable de [Confidentiel] appliqué à l'effectif prévisionnel N-2. Ce forfait correspondait à celui applicable aux entreprises dont le nombre de salariés était compris entre 300 et 1000. Post séparation juridique, les effectifs de GreenAlp se situent dans la tranche intermédiaire, ce qui lui a permis de bénéficier dès 2022 d'un forfait par salarié beaucoup plus faible expliquant l'écart entre délibéré et réalisé.

2) Explication de la demande par GreenAlp

GreenAlp s'appuie sur l'évolution du forfait ci-dessous ; Pour les projections de l'ATRD7 le forfait unitaire 2025 [Confidentiel] a été reconduit à l'identique et appliqué à l'effectif N-2.

[Confidentiel]

Tableau 87 – Forfait (€) par salarié pour entreprises < 1000 salariés (Mn) transmis par GreenAlp

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

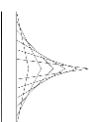
La trajectoire proposée reprend la méthodologie de calcul employée par GreenAlp et reprend aussi le forfait unitaire 2025 pour la projection. La trajectoire suggérée se base sur l'évolution des effectifs proposée par le consultant.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 88 – CCAS 1% demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp réfute la trajectoire des effectifs proposée par PIA et donc l'impact sur le poste 1% CCAS. GreenAlp maintient sa demande.



5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant revoit la trajectoire proposée en phase contradictoire afin de l'adapter à la trajectoire suggérée d'effectifs en post-contradictoire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 89 – CCAS 1% demande et proposition finale

I. Autres charges sociales

Ce poste inclut les avantages en nature et représente 2,97% des CNE.

[Confidentiel]

Figure 37 - Trajectoire du poste « Autres charges sociales »

1) Bilan ATRD6

Le réalisé est significativement inférieur au délibéré ATRD6. GreenAlp explique que le poste « autres charges sociales » avait été projeté dans la trajectoire ATRD6 par reconduction du montant par ETP constaté dans la dissociation 2020 [Confidentiel] appliqué à l'évolution des effectifs ATRD. L'écart à la baisse constaté entre effectifs réalisés et effectifs prévus est donc source d'écart.

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur a fourni un détail de la construction de sa trajectoire ATRD7 (tableau ci-dessous) et mentionne que les avantages en nature électricité et gaz ont été reconduits à l'identique du réalisé 2024 pour la période ATDR7.

[Confidentiel]

Tableau 90 – Matrice du poste Autres charges transmise par GreenAlp

[Confidentiel]

Tableau 91 – Justifications trajectoire du poste Autres charges transmises par GreenAlp



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire des autres charges sociales a été recalculée en se basant sur le montant réalisé 2024, indexé sur l'inflation et corrigé de la baisse moyenne des effectifs de [Confidentiel] proposée par le consultant sur la période ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 92 – Autres charges sociales, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp réfute la trajectoire des effectifs proposée par PIA et donc l'impact sur le poste « autres charges sociales ».

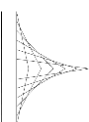
En outre, GreenAlp constate que PIA n'a pas tenu compte du fait que 2024 ne peut être considéré comme représentative pour les coûts du restaurant d'entreprise, qui était fermé pour travaux de rénovation. L'offre de restauration alternative subventionnée pour les salariés qui l'utilisaient (food trucks) a engendré des coûts limités pour GreenAlp en 2023 et 2024, la majorité des salariés apportant leur gamelle personnelle pour se nourrir dans la salle hors sac. 2024 ne peut donc être retenue comme référence. GreenAlp a tiré sa trajectoire à partir du coût du restaurant budgété pour 2025, inflaté. Toute autre référence est injustifiée.

L'abondement sur épargne volontaire n'est pas directement lié au nombre d'ETP mais aux montants versés par les salariés sur leur plan d'épargne. Le faire varier en fonction de l'évolution des effectifs est donc injustifié. Dans sa trajectoire GreenAlp a reconduit la moyenne du réalisé 2022_2024 et maintient cette demande.

PIA ajuste le poste « avantages en nature » en fonction de sa projection d'effectifs (que nous réfutons). Ce poste dépend aussi de l'évolution du TRV électricité et du prix de référence en gaz, dont nous n'avons pas connaissance sur les années de l'ATRD7 ; il a vocation à ce titre à être pris en compte dans le CRCP pour la part non prévisible liée aux tarifs.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée distingue les avantages en nature du reste des charges de ce poste. La trajectoire pour les avantages en nature est calculée conformément à l'évolution des avantages en nature énergie transmise par la CRE pour la période 2026-2029, suivant les évolutions du prix du gaz et de l'électricité. Le montant réalisé et constaté à partir des données disponibles dans la balance comptable 2024 des avantages en nature énergie est indexée de l'évolution partagée par la CRE, comme visible dans le tableau ci-dessous :



Evolution du prix de l'électricité et du gaz (%)	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution élec	1	-12%	-2%	-1%	1%	0%
Evolution gaz	1	-5%	-3%	-2%	0%	0%

Tableau 93 – Evolution du prix de l'électricité et du gaz transmise par la CRE

La trajectoire pour le reste des charges de ce poste reconduit la moyenne réalisée 2022-2024 indexée de l'inflation et tenant compte de l'évolution à la baisse des ETP (6,3%).

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 94 – Autres charges sociales, demande et proposition finale

J. Synthèse de la catégorie Charges de personnel

Ce poste représente 49,36% des CNE.

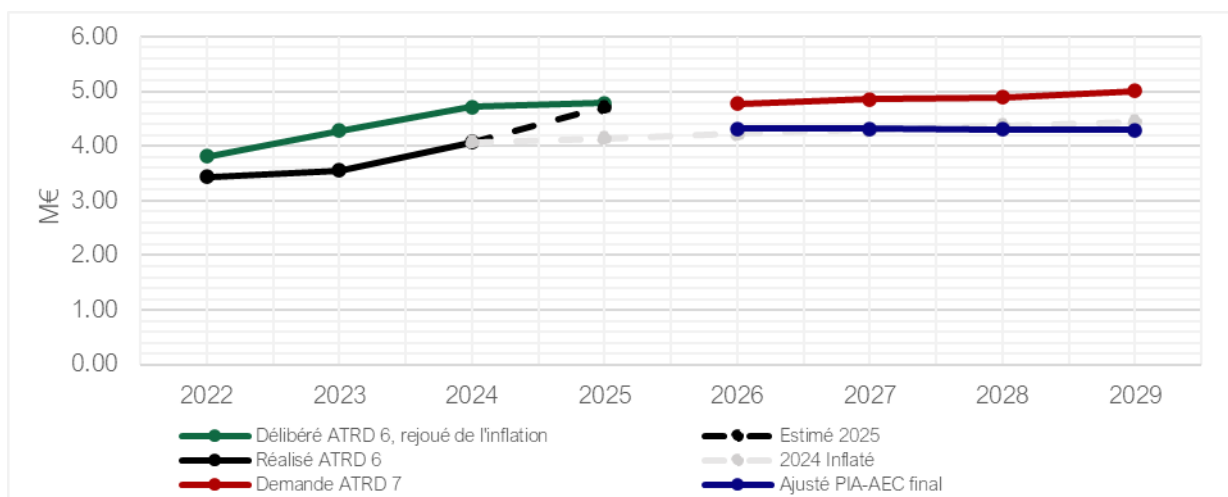


Figure 38 - Trajectoire du poste « Charges de personnel »

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	4,77	4,85	4,89	5,01	4,88



Ajusté PIA-AEC final	4.32	4.31	4.30	4.29	4.30
Ecart (en valeur)	-0.45	-0.54	-0.59	-0.72	-0.58
Ecart (en% du poste)	-9%	-11%	-12%	-14%	-12%

Tableau 95 – Charges de personnel, demande et proposition finale

VI. Impôts et taxes

A. Taxe foncière

Ce poste représente 0,25% des CNE.

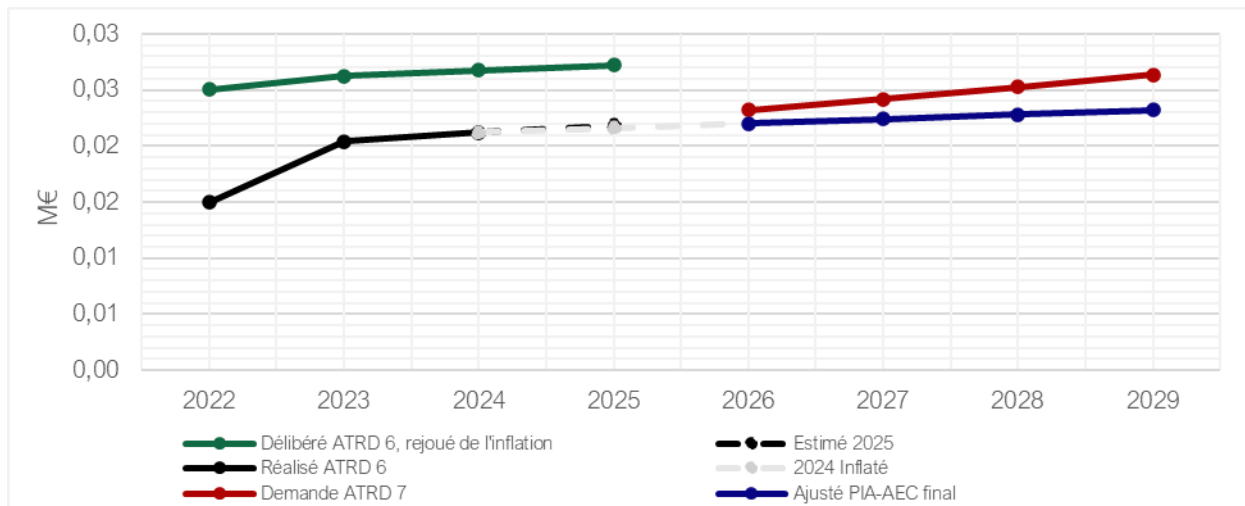


Figure 39 - Trajectoire du poste « Taxe foncière »

1) Bilan ATRD6

Pour l'ATRD6, en l'absence d'informations concernant l'évolution des taux futurs, la taxe foncière de la trajectoire avait été maintenue stable par rapport à la moyenne observée sur 2018 à 2020, indexée sur l'inflation.

Les sources d'écarts citées par GreenAlp par rapport à cette référence fixe sont multiples : évolution des assiettes, évolution des taux, et quote-part de la taxe allouée à GreenAlp et au sein de GreenAlp au GRD gaz (selon les clés surfaces).

2) Explication de la demande par GreenAlp

La trajectoire ATRD7 a été projetée à partir du budget 2025 (qui prévoit une augmentation de 2.8 % versus réalisé 2024), inflaté de 2.5% / an, GreenAlp estimant une tendance haussière sur Grenoble sur les dernières années.



3) Appréciation pré-contradictoire de la trajectoire

N'ayant pas reçu de détail sur le calcul de l'estimation de la tendance haussière de la taxe foncière, la trajectoire proposée reconduit le niveau réalisé 2024 indexé de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,02	0,02	0,03	0,03	0,02
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ecart (en valeur)	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Ecart (en% du poste)	-5%	-7%	-10%	-12%	-9%

Tableau 96 – Taxe foncière, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp ne dispose pas de détails à vous fournir concernant l'évolution de 2.5% / an. Il s'agit d'une estimation qui se base sur les tendances constatées sur les dernières années et dont le détail vous a été fourni dans le cadre de la réponse au questionnaire.

On notera en particulier qu'en 2023, Grenoble a décidé d'augmenter la taxe foncière de 25% pour renforcer la justice sociale, accélérer l'adaptation au changement climatique et préserver le service public face à l'inflation. Les recettes supplémentaires dégagées ont été allouées à divers investissements, notamment la rénovation thermique des bâtiments et la mise en place d'un "bouclier social et climatique". Compte tenu de la situation climatique très particulière de la cuvette grenobloise, dans un arc alpin qui se réchauffe plus rapidement que les autres régions françaises, et de l'état actuel du parc immobilier, nous anticipons que les hausses de la taxe foncière vont se poursuivre dans les prochaines années et maintenons notre demande en ce sens.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

N'ayant pas eu de précisions sur l'estimation d'une évolution de 2.5%/ an, la trajectoire proposée en pré-contradictoire est maintenue.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,02	0,02	0,03	0,03	0,02
Ajusté PIA-AEC final	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ecart (en valeur)	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Ecart (en% du poste)	-5%	-7%	-10%	-12%	-9%

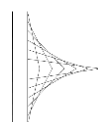


Tableau 97 – Taxe foncière, demande et proposition finale

B. Impôts et taxes sur les rémunérations

Ce poste compose 1,29% des CNE.

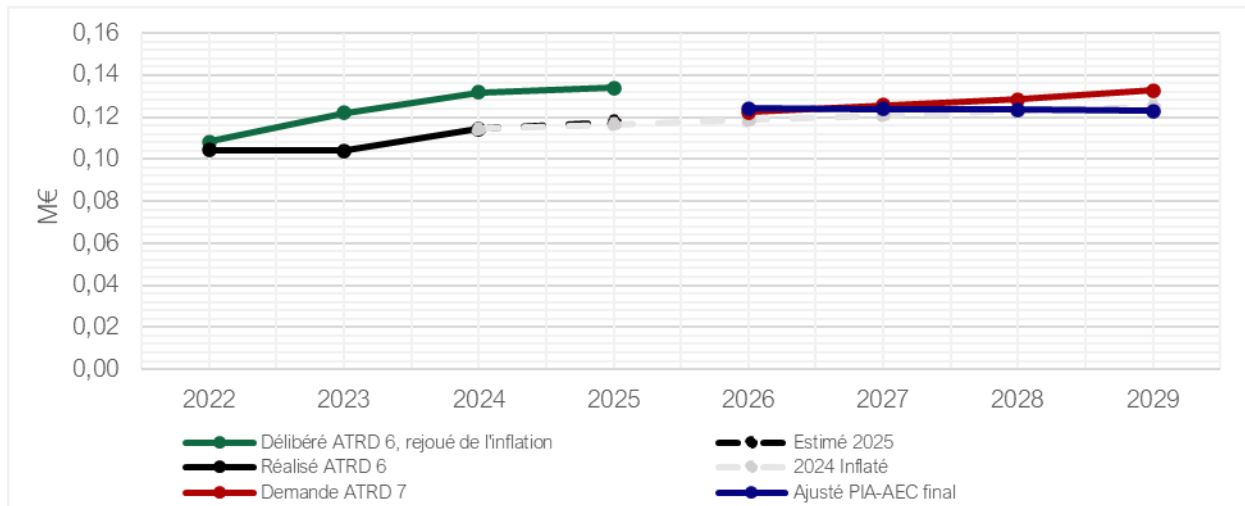


Figure 40 - Trajectoire du poste « Impôts et taxes sur les rémunérations »

1) Bilan ATRD6

Le réalisé ATRD6 est inférieur au délibéré sur la même période. GreenAlp n'a pas fourni d'explication à ce sujet.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Taxes provision congés payés	[Confidentiel]		
Formation Continue			
Formation			
Effort de construction			
Taxe d'apprentissage			
#N/A			

Tableau 98 – Détail des comptes associés au poste « Impôts et taxes sur les rémunérations »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Ce poste est composé des sous-postes suivants et de leur trajectoire :

[Confidentiel]



Tableau 99 – Impôts et taxes sur les rémunérations, demande et proposition

Ils évoluent essentiellement en proportion de la masse salariale brute hormis les postes « taxe sur provision congés payés » et « formation » qui ont été maintenus stables par rapport à 2024.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée s'appuie sur le ratio taxes sur rémunérations rapportées à la rémunération te que prévu par GreenAlp pour 2025/ Ce taux intègre une baisse des taxes sur la rémunération. Le taux est ensuite appliqué à la trajectoire de la rémunération définie plus haut.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 100 – Impôts et taxes sur les rémunérations, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

PIA n'a pas questionné GreenAlp sur les écarts constatés sur ce poste sur la période ATRD6 en regard de la trajectoire. Ce poste étant par définition essentiellement assis sur les rémunérations brutes, il est naturel qu'il soit impacté conformément à l'évolution de celles-ci, tel que nous le constatons sur la période ATRD6. L'autre source de variation concerne l'évolution des taux de taxes applicables gérés par l'URSSAF (formation continue, effort construction, taxe d'apprentissage).

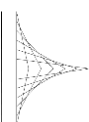
Dans sa demande tarifaire, GreenAlp a maintenu les taux réels constatés en 2024 sur les 3 taxes sus-citées et les a appliquées à l'évolution de la masse salariale brute. GreenAlp ne comprend pas sur quel fondement PIA tient compte d'une baisse du taux de taxes pour la période ATRD7 et réfute donc l'ajustement proposé.

En outre, PIA considère dans son ajustement que les sous-postes « formation » et « taxe provision congés payés » évoluent au prorata des rémunérations brutes ce qui est inexact. Nous réfutons donc cet ajustement dont le calcul est infondé et maintenons notre demande.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée reconduit le taux réel constaté en 2024, appliqué à la trajectoire des rémunérations proposée. GreenAlp souligne que le sous-poste « formation » n'évolue pas au prorata des rémunérations brutes mais ne justifie ni dans le tableau transmis (tableau 71) ni dans ses explications sa demande. Par conséquent, la trajectoire reconduit le taux réel constaté en 2024 pour l'entièreté du poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande GreenAlp	[Confidentiel]
Ajusté PIA-AEC final	
Ecart (en valeur)	
Ecart (en% du poste)	

Tableau 101 – Impôts et taxes sur les rémunérations, demande et proposition finale

C. CET

Le poste CET représente 0,43% des CNE.

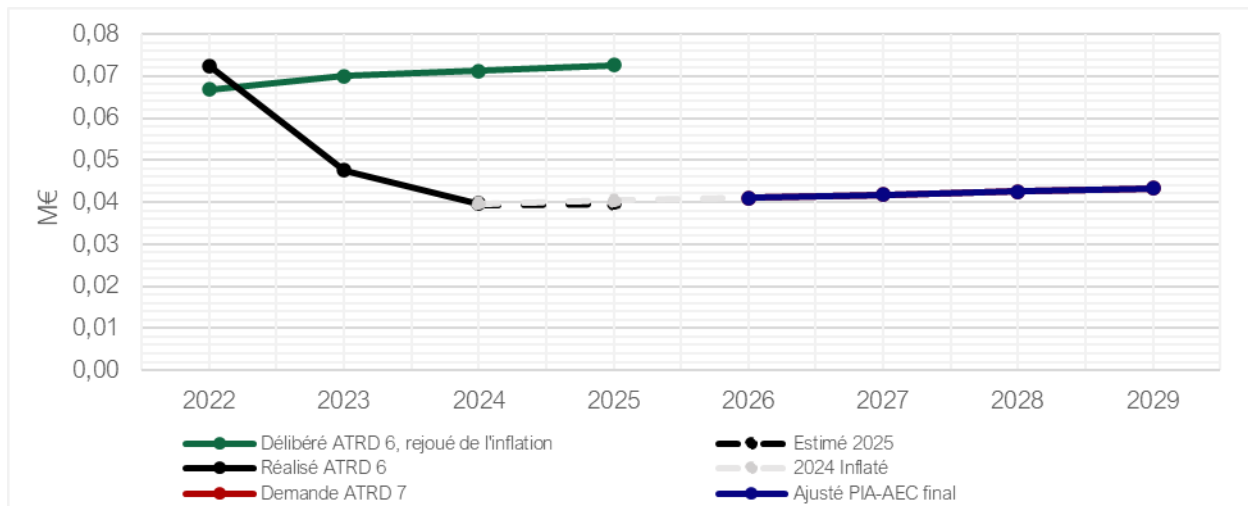


Figure 41 - Trajectoire du poste « CET »

1) Bilan ATRD6

En 2025, la CET réalisée est près de 75% inférieure au montant délibéré pour l'ATRD6, suivant la baisse de la CVAE prévue par la loi de finance 2023.

2) Explication de la demande par GreenAlp

GreenAlp a détaillé la chronique suivante :

€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
dont CVAE	33 750	33 757	33 750	33 750	33 750	33 750	Taux idem 2024 (0,28%) et base considérée par



							hypothèse idem 2024
dont CFE	5 823	5 823	5 823	5 823	5 823	5 823	2024 flat
Contribution Economique Territoriale	39643	39650	39643	39643	39643	39643	

Tableau 102 – CET, chronique 2024-2029 transmise par GreenAlp

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04

Tableau 103 – CET, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp prend note de la validation par PIA de la trajectoire CET proposée.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue pour ce poste reprend la demande l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
Ajusté PIA-AEC final	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 104 – CET, demande et proposition finale

D. Autres dont Contribution sociale de solidarité sur les sociétés

Ce poste s'élève à 0,60% des CNE.



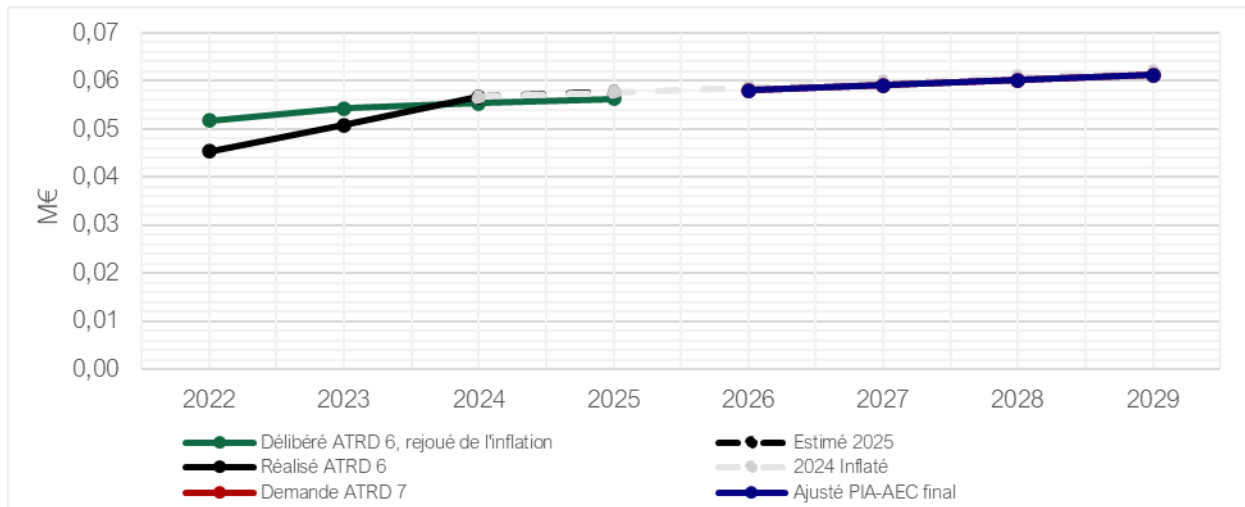


Figure 42 - Trajectoire du poste « Autres dont Contribution sociale de solidarité sur les sociétés »

Les trajectoires concordent entre délibéré, inflaté et réalisé.

1) Bilan ATRD6

Cette taxe s'applique au CA duquel est retranché un abattement au périmètre global de GreenAlp. Elle est répartie en dissociation selon la clé CA. Pour la trajectoire ATRD6 elle a été considérée stable au niveau de la moyenne du réalisé 2019 à 2020 indexée sur l'inflation, le CA étant une résultante de l'exercice de demande tarifaire.

2) Explication de la demande par GreenAlp

GreenAlp n'a pas fourni d'explication supplémentaire.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire demandée par l'opérateur est cohérente avec l'inflation prévisionnelle et dans la continuité du réalisé. Le consultant retient donc la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06

Tableau 105 – Autres dont Contribution sociale de solidarité sur les sociétés, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp prend note de la validation par PIA de la trajectoire proposée.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue pour ce poste reprend la demande l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne



Demande GreenAlp	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Ajusté PIA-AEC final	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 106 – Autres dont Contribution sociale de solidarité sur les sociétés, demande et proposition finale

E. Synthèse de la catégorie Impôts et taxes

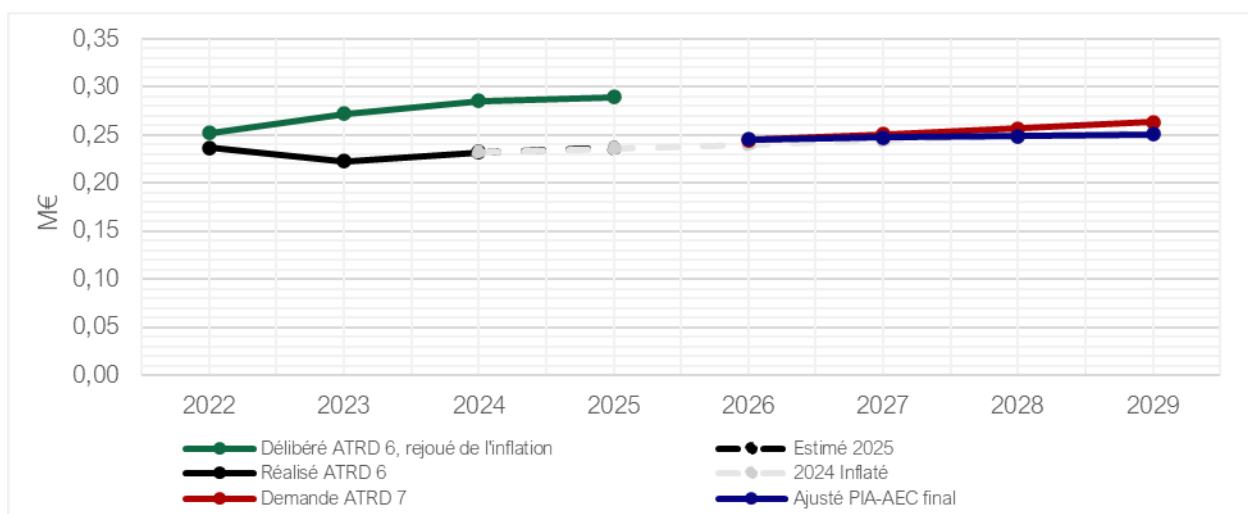


Figure 43 – Impôts et taxes

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,24	0,25	0,26	0,26	0,25
Ajusté PIA-AEC final	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Ecart (en valeur)	0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (en% du poste)	0%	-1%	-3%	-5%	-2%

Tableau 107 – Impôts et taxes, demande et proposition finale

VII. Recettes extra-tarifaires

A. Locations de compteurs et postes

Ce poste représente 2,07% des CNE.



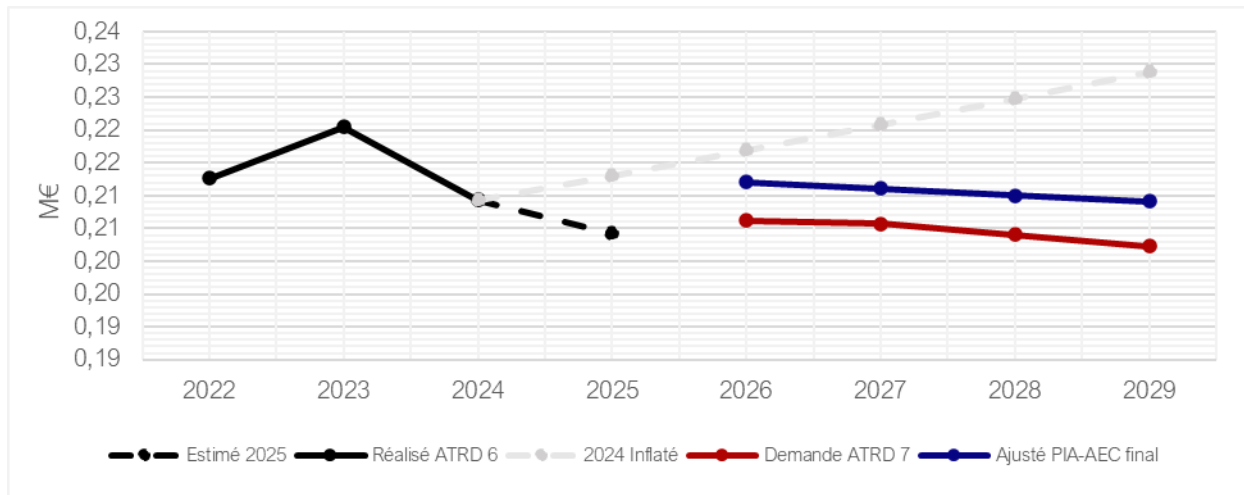


Figure 44 - Trajectoire du poste « Locations de compteurs et postes »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas fourni d'explication pour l'évolution de ce poste sur la période ATRD6.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Prestations liées aux contrats énergie gaz OM GEG	[Confidentiel]		
Prestations liées aux contrats énergie gaz GRD OM GEG SE			

Tableau 108 – Détail des comptes associés au poste « Locations de compteurs et postes »

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur explique dans son dossier tarifaire que les projections de recettes pour les locations de compteurs et postes sont basées sur les données constatées en 2024 et évoluent proportionnellement à la variation du nombre de contrats actifs au gaz sur les territoires de Grenoble et de Villard-Bonnot.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

GreenAlp n'ayant pas fourni d'analyse chiffrée, la trajectoire proposée se base sur l'année 2023 réalisée et indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,206	0,206	0,204	0,202	0,205
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,229	0,233	0,237	0,241	0,235
Ecart (en valeur)	0,022	0,027	0,033	0,039	0,030



Ecart (en% du poste)	11%	13%	16%	19%	15%
----------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Tableau 109 – Locations de compteurs et postes, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La balance générale ne permet pas de disposer d'un découpage à la maille des sous-postes de la matrice CRE. De ce fait nous ne comprenons pas les chiffres de PIA apparaissant dans les paragraphes « Bilan ATRD6 » des chapitres VI.B et VI.C qui ne peuvent donc servir de référence. La ventilation réalisée ne correspond pas du tout aux deux chapitres concernés.

D'autre part, les évolutions du poste entre 2022 et 2023 s'expliquent par l'évolution des prix des prestations pour les locations de compteur et détenteur en contrat direct passant respectivement de 12,69 à 13,79€ et de 21,33 € à 23,30 €. En 2024, la volumétrie en baisse explique principalement l'écart par exemple, le nombre de locations de compteurs pour les gros clients passe de [Confidentiel] et les locations de détenteur passe de [Confidentiel] qui représentent respectivement [Confidentiel]

Les projections de recettes pour les locations et pour les prestations catalogue sont basées sur les données constatées en 2024 et évoluent proportionnellement à la variation du nombre de contrats actifs au gaz sur les territoires de Grenoble et de Villard-Bonnot.

GreenAlp maintient sa demande et réfute l'ajustement de PIA.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée prend note des éléments apportés par l'opérateur et tient désormais compte de la variation du nombre de contrats actifs au gaz de GreenAlp. Ainsi, la trajectoire proposée reconduit le coût moyen de location de compteurs et postes par PDL sur la période réalisée 2022-2024, indexée de l'inflation et évoluant proportionnellement à la variation des PDL de GreenAlp entre 2026 et 2029.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,21	0,21	0,20	0,20	0,20
Ajusté PIA-AEC final	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21
Ecart (en valeur)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Ecart (en% du poste)	3%	3%	3%	3%	3%

Tableau 110 – Locations de compteurs et postes, demande et proposition finale

B. Facturation prestations catalogue

Ce poste représente 1,12% des CNE.



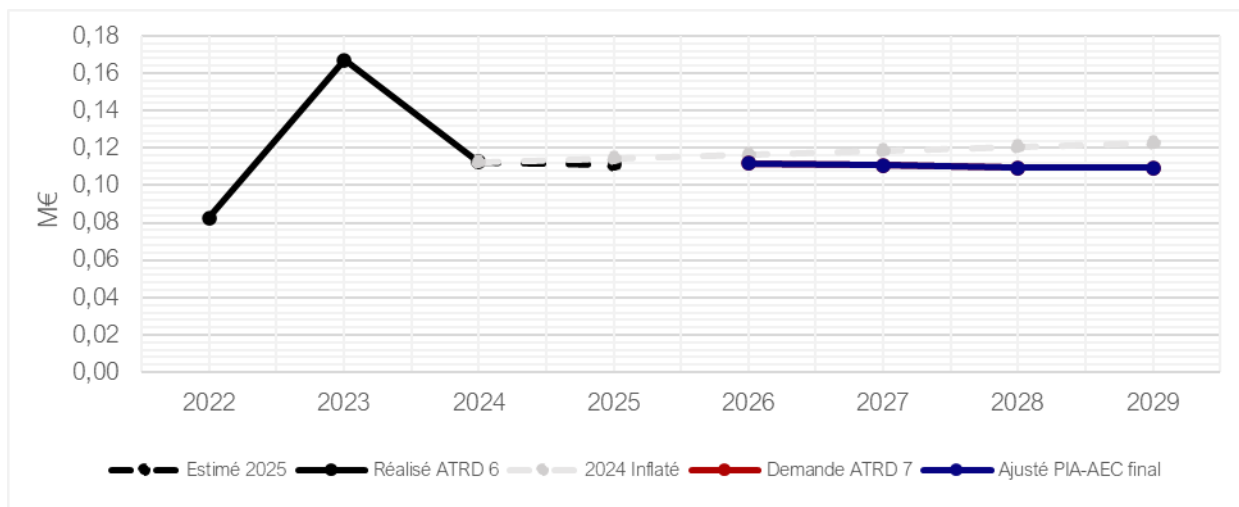


Figure 45 - Trajectoire du poste « Facturation prestations catalogue »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas fourni d'explication pour l'évolution de ce poste sur la période ATRD6.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

[Confidentiel]

Tableau 111 – Détail des comptes associés au poste « Facturation prestations catalogue »

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur explique dans son dossier tarifaire que les projections de recettes pour les prestations catalogue sont basées sur les données constatées en 2024 et évoluent proportionnellement à la variation du nombre de contrats actifs au gaz sur les territoires de Grenoble et de Villard-Bonnot.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

GreenAlp n'ayant pas fourni d'analyse chiffrée, la trajectoire proposée se base sur l'année 2023 réalisée et indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,112	0,111	0,110	0,109	0,110
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,173	0,176	0,179	0,183	0,178
Ecart (en valeur)	0,061	0,065	0,070	0,073	0,067
Ecart (en% du poste)	55%	59%	64%	67%	61%

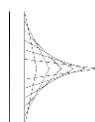


Tableau 112 – Facturation prestations catalogue, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La balance générale ne permet pas de disposer d'un découpage à la maille des sous-postes de la matrice CRE. De ce fait nous ne comprenons pas les chiffres de PIA apparaissant dans les paragraphes « Bilan ATRD6 » des chapitres VI.B et VI.C qui ne peuvent donc servir de référence. La ventilation réalisée ne correspond pas du tout aux deux chapitres concernés.

Par ailleurs, les évolutions du poste entre 2022 et 2023 s'expliquent par l'annulation d'une facture de 50 k€ en 2022 et la régularisation en 2023.

Les projections de recettes pour les prestations catalogue sont basées sur les données constatées en 2024 et évoluent proportionnellement à la variation du nombre de contrats actifs en gaz sur les territoires de Grenoble et de Villard-Bonnot. Ci-dessous les références utilisées : [Confidentiel]

Nous maintenons donc notre demande de trajectoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue reconduit la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
Ajusté PIA-AEC final	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 113 – Facturation prestations catalogue, demande et proposition finale

C. Travaux pour tiers

Ce poste représente 0,97% des CNE.



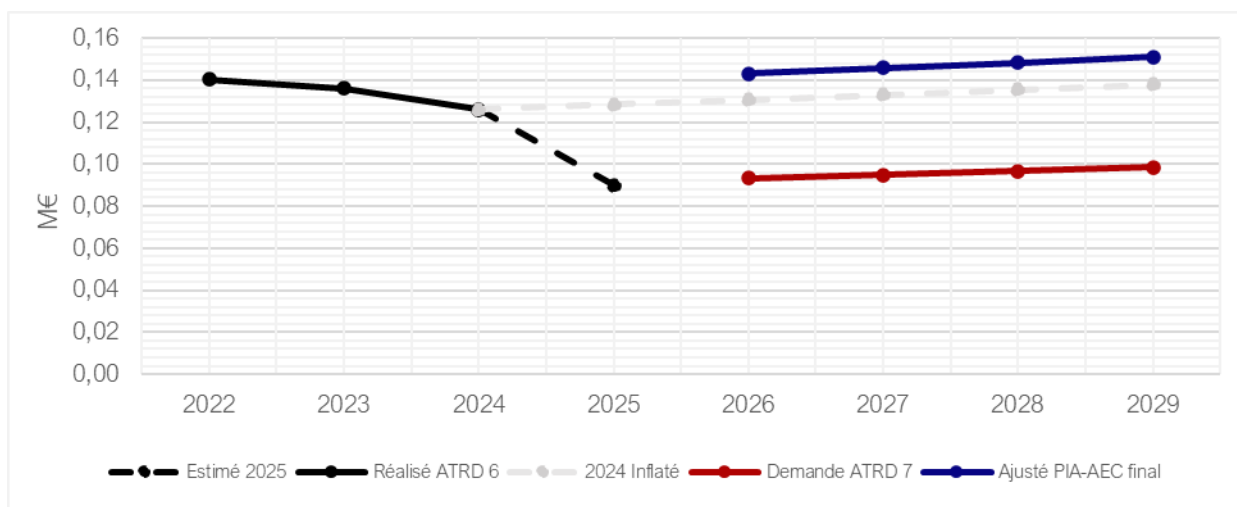


Figure 46 - Trajectoire du poste « Travaux pour tiers »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp n'a pas fourni d'explications sur le bilan de cette période tarifaire.

Les informations disponibles dans la balance générale sont les suivantes :

€	2022	2023	2024
Travaux et prestations	140 979	132 160	126 003

Tableau 114 – Détail du compte associé au poste « Travaux pour tiers »

2) Explication de la demande par GreenAlp

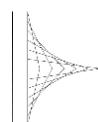
Les « participations de tiers » correspondent aux montants versés à GreenAlp par des tiers pour la réalisation de travaux. Cette catégorie de recettes extratarifaires est désignée par « Travaux pour tiers » dans le dossier rédigé ATRD7. Ces recettes sont intégralement compensées par des charges associées à ce type de travaux.

Après analyse, GreenAlp pense avoir sous-estimé la trajectoire de ces recettes. Toutefois, comme l'opérateur explique ne pas avoir considéré les charges qui devraient être associées à cette sous-estimation, l'impact sur le dossier tarifaire est neutre selon GreenAlp.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

GreenAlp reconnaît une sous-estimation des recettes extra-tarifaires liées aux travaux pour tiers, tout en affirmant que leur prise en compte est compensée par des charges associées. Or, ce type de recettes est non incité, et à ce titre, doit être neutralisé intégralement dans la trajectoire tarifaire. Afin de préserver l'équilibre du compte de résultat régulé, la trajectoire proposée s'appuie sur l'année réalisé 2022, indexée sur l'inflation.

	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,093	0,095	0,097	0,098	0,096



Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,145	0,148	0,151	0,153	0,149
Ecart (en valeur)	0,052	0,053	0,054	0,055	0,053
Ecart (en% du poste)	56%	56%	56%	56%	56%

Tableau 115 – Travaux pour tiers, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous ne comprenons pas le principe de retenir l'année 2022 comme référence. Il s'agit de l'année la plus ancienne donc sans doute la plus lointaine de la réalité d'aujourd'hui. D'autre part, cette année n'est pas représentative notamment du fait que la moitié des montants est portée par une seule opération (déviations de réseau acier pour le passage de canalisation de chauffage urbain) et n'est donc pas récurrente. Enfin, le nombre de chantiers associés à cette catégorie présente une grande variabilité d'une année sur l'autre. A titre d'exemple nous avons réalisé 25 chantiers en 2022 associés au poste travaux pour tiers, 42 en 2023 et 33 en 2024.

De plus, comme mentionné dans notre réponse au questionnaire, il ne peut y avoir d'augmentation de ces recettes extra tarifaires sans une augmentation des charges associées. Or l'augmentation proposée ici n'a pas été prise en compte sur les achats non stockés et la main d'œuvre notamment. De ce fait nous maintenons notre demande tarifaire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue en post-contradictoire reconduit la moyenne réalisée 2022-2024 indexée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10
Ajusté PIA-AEC final	0,14	0,15	0,15	0,15	0,15
Ecart (en valeur)	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Ecart (en% du poste)	53%	53%	53%	53%	53%



Tableau 116 – Travaux pour tiers, demande et proposition finale

D. Autres recettes

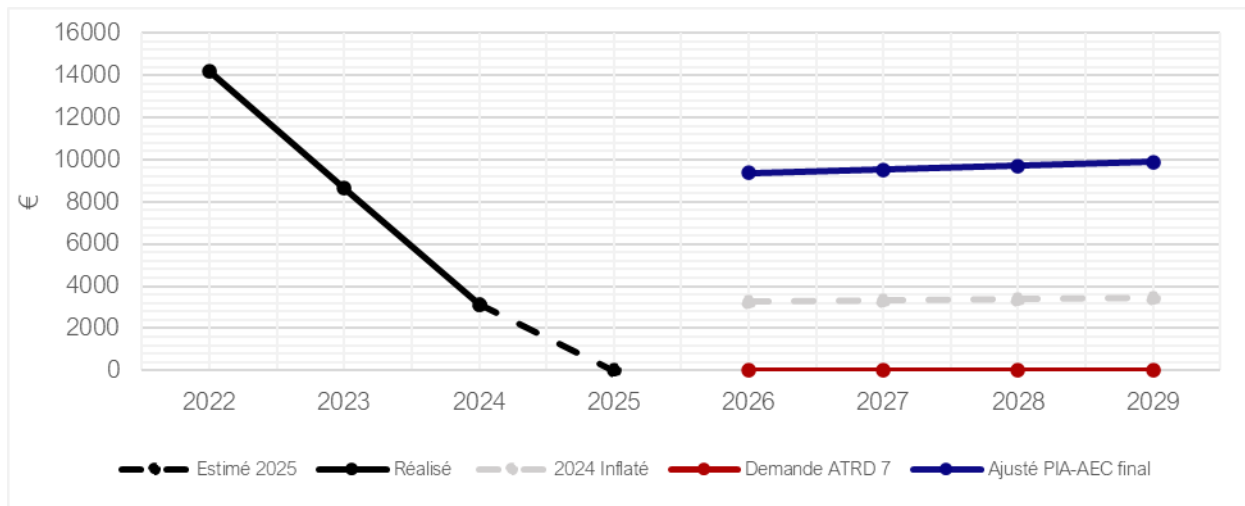


Figure 47 - Trajectoire du poste « Autres recettes »

1) Bilan ATRD6

GreenAlp précise que les recettes associées à ce poste en 2024 correspondent à des rachats de déchets valorisables par des tiers et à des refacturations de matériel qui est sorti du magasin de GreenAlp pour le groupe GEG.

2) Explication de la demande par GreenAlp

L'opérateur n'a renseigné aucune recette pour ce poste pour la période tarifaire à venir du fait de la faible prévisibilité possible de ces éléments qui sont relativement différents d'une année sur l'autre.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Si ces recettes sont variables, le consultant propose d'utiliser la moyenne des recettes de la période précédente, indexée sur l'inflation, afin de pouvoir estimer ces recettes sur la période tarifaire à venir.

€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0	0	0	0	0
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	8979,25	9140,88	9305,41	9472,91	9224,61
Ecart	8979,25	9140,88	9305,41	9472,91	9224,61



Tableau 117 – Autres recettes, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp n'a pas commenté ce poste.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire initialement proposée est conservée (la moyenne a été corrigée de l'inflation passée qui n'avait pas été prise en compte initialement, expliquant le delta entre la trajectoire proposée lors de l'exercice contradictoire et celle proposée en phase finale).

€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Ajusté PIA-AEC final	9361,58	9530,09	9701,63	9876,26	9617,39
Ecart	9 361,58	9 530,09	9 701,63	9 876,26	9617,39

Tableau 118 – Autres recettes, demande et proposition finale

E. Synthèse de la catégorie Recettes extra-tarifaires

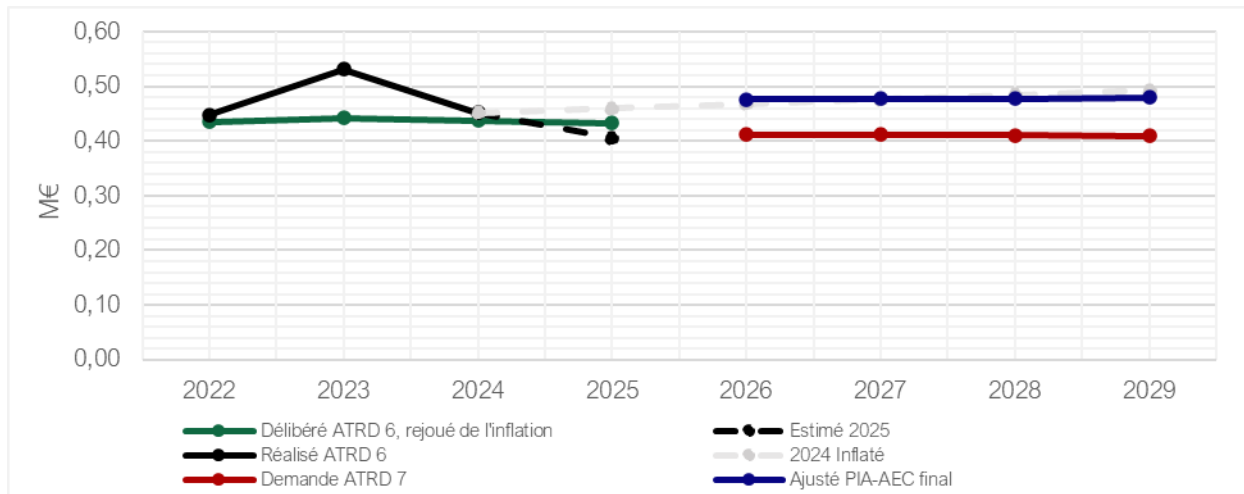


Figure 48 - Trajectoire de la catégorie « Recettes extra-tarifaires »

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41
Ajusté PIA-AEC	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48
Ecart (en valeur)	0,06	0,07	0,07	0,07	0,07



Ecart (en% du poste)	16%	16%	16%	17%	16%
----------------------	-----	-----	-----	-----	-----

VIII. Production immobilisée

Le total de la production immobilisée s'élève à 8,33% des CNE.

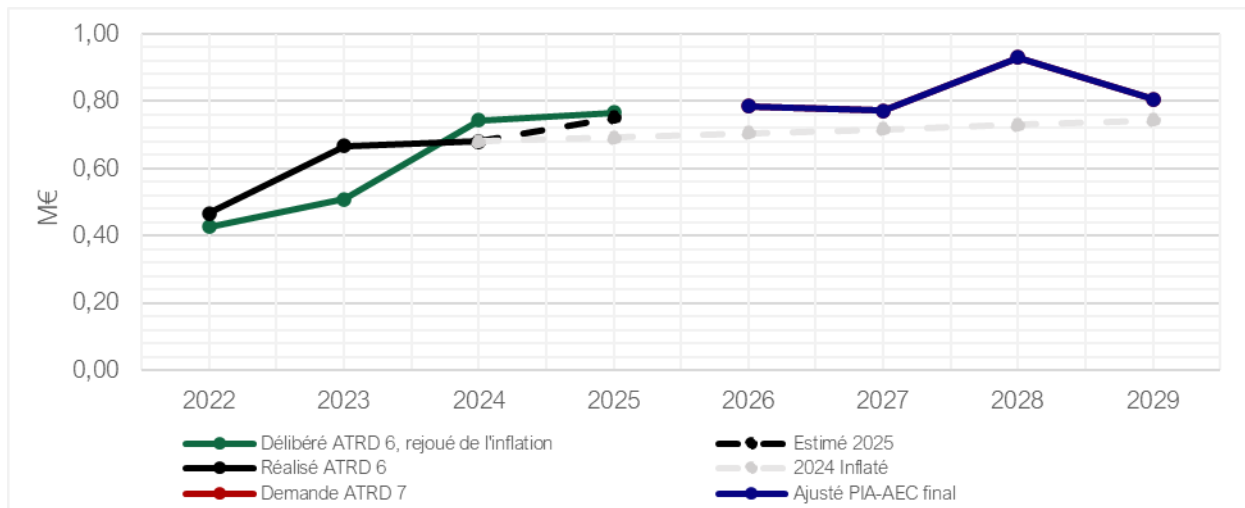


Figure 49 - Trajectoire du poste « Production immobilisée »

1) Bilan ATRD6

La production immobilisée compense directement les montants d'investissements en achat stocké, main d'œuvre et frais généraux. Sur 2022 et surtout 2023, le montant des investissements inclut la ré-intégration dans les actifs des conduites montantes. Ces investissements particuliers ne possèdent pas de production immobilisée et impactent donc de manière importante le taux calculé. De manière générale, les taux de production immobilisée sont différents en fonction de la typologie des activités réalisées en investissement d'après GreenAlp.

Concernant la production immobilisée d'AMR, l'écart entre la trajectoire et le réalisé provient du fait que dans le dossier ATRD6, les compteurs ne sont indiqués ni en charges dans les achats stockés ni en production immobilisée. GreenAlp explique ainsi que l'absence de charge implique l'absence de neutralisation en production immobilisée.

2) Explication de la demande par GreenAlp

Le dossier tarifaire mentionne que la production immobilisée est corrélée aux investissements et que son évolution suit donc le niveau des investissements prévisionnels sur la période de l'ATRD7.

La même augmentation importante est observée dans la production immobilisée et les investissements prévisionnels en 2023 et 2028. La matrice trajectoire ATRD7 apporte des précisions sur la source des investissements, dont la plupart concernent le secteur G1 – Canalisations et branchements. Comme indiqué, les investissements de ce secteur visent spécifiquement le développement du réseau (dont le développement du biométhane) et le renouvellement et modernisation du réseau (dont sa sécurisation) (et incluent les investissements AMR).



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0.79	0.77	0.93	0.81	0.82
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0.86	0.78	0.90	0.80	0.84
Ecart (en valeur)	0.08	0.01	-0.03	-0.00	0.01
Ecart (en% du poste)	10%	1%	-3%	0%	2%

Tableau 119 – Production immobilisée, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

À la suite de la demande du consultant d'avoir le détail de la production immobilisée directe et indirecte sur la période 2022-2024, l'opérateur a fourni les informations suivantes :

En l'absence de définition précise des lignes « charges directes » et « charges indirectes » du poste production immobilisée, nous avons décidé de répartir les éléments comme suit :

- Charges directes = main d'œuvre + coût des sorties de stocks + frais d'études
- Charges indirectes = frais généraux et coût de magasinage

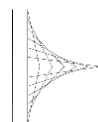
Cette distinction n'est pas utilisée dans nos calculs. La méthode de calcul de la production immobilisée ne peut en outre pas être basée sur un pourcentage global de tous les investissements puisqu'elle dépend de la nature de l'investissement et en particulier du recours ou non à un prestataire externe. Comme indiqué dans notre dossier : La production immobilisée est corrélée aux investissements détaillés par typologie. Son évolution sur la période de l'ATRD7 suit donc le niveau des investissements prévisionnels. Les thématiques correspondent principalement à des opérations de sécurisation de type résorption de la fonte, au renouvellement des conduites montantes, la rénovation des robinets réseau, aux renouvellements des branchements et prend également en compte des opérations plus ponctuelles relatives à des demandes de la Métropole de Grenoble (renouvellement ou déviation). La production immobilisée future est valorisée par typologie d'investissements (plus ou moins consommateurs de main d'œuvre interne et de matériels stockés) en fonction des taux observés sur l'historique. Les prestations externes n'impactent pas la production immobilisée dans la mesure où elles ne sont pas comptabilisées en OPEX si elles sont immobilisées. Ces taux de production immobilisée ont été calculés sur la moyenne observée des années 2020 à 2024.

Le tableau ci-dessous restitue les différences de taux de production immobilisée par typologie de chantier. [Confidentiel]

Nous maintenons donc notre demande et réfutons l'ajustement de PIA qui est infondé.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Sur la base des données disponibles, le consultant ne parvient pas à corréler la production immobilisée aux investissements détaillés par typologie comme expliqué par GreenAlp. La méthode de projection retenue par GreenAlp pour le poste de production immobilisée n'est pas



pleinement compréhensible ni documentée : en effet, il est difficile de retracer la corrélation entre les investissements déclarés et les niveaux de production immobilisée. Le consultant ne partage pas l'approche retenue par GreenAlp, ne pouvant pas la rationaliser. Toutefois, faute d'éléments permettant une réestimation robuste, la trajectoire demandée est reconduite à titre conservatoire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,79	0,77	0,93	0,81	0,82
Ajusté PIA-AEC final	0,79	0,77	0,93	0,81	0,82
Ecart (en valeur)	-	-	-	-	-
Ecart (en% du poste)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 120 – Production immobilisée, demande et proposition finale

IX. Coûts échoués

Ce poste représente 0,29% des CNE.

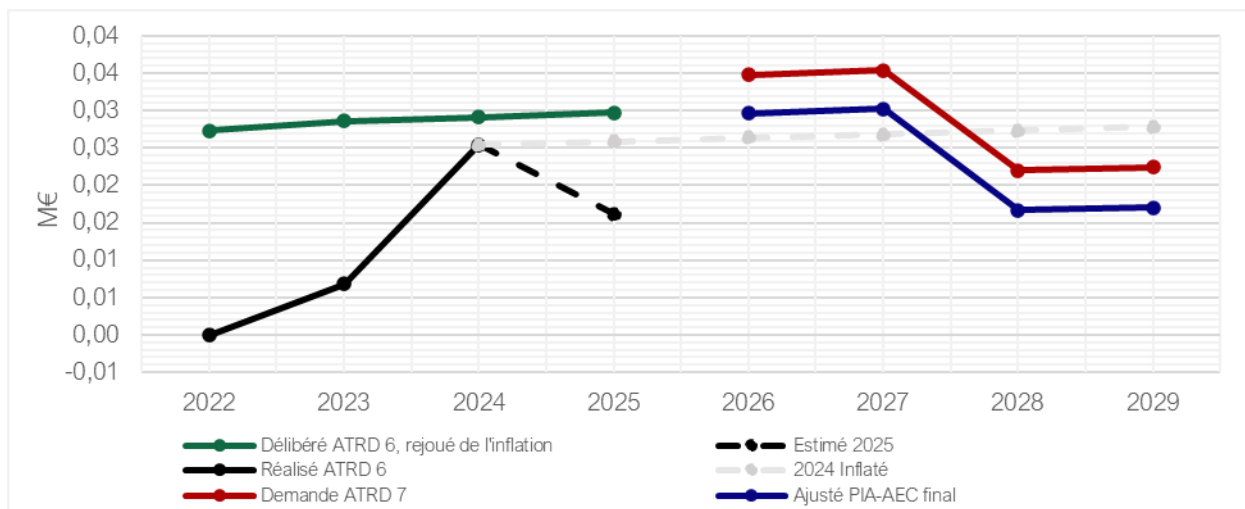


Figure 50 - Trajectoire du poste « VNC des actifs sortis de l'inventaire au cours de l'année

1) Bilan ATRD6

GreenAlp explique : « Hors AMR les coûts échoués correspondent à la VNC des actifs sortis du réseau avant leur fin de vie comptable. Ceux-ci sont par nature peu prévisibles et potentiellement très variables d'une année à l'autre. Pour la trajectoire ATRD6, ils avaient été basés sur la moyenne du réalisé 2018_2019 indexée sur l'inflation. Le réalisé, globalement inférieur, est très volatile ; 2024 est proche de la référence retenue dans la trajectoire. »

2) Explication de la demande par GreenAlp

Les coûts AMR ne sont plus distingués à partir de 2026 (cf. II.C), expliquant que la demande ATRD7 (qui tient compte des compteurs non communicant déposés) est plus importante que l'inflaté 2024 hors AMR.



Pour la projection ATRD7, la valorisation des coûts échoués tient compte :

- Des actifs sortis du réseau hors compteurs, pour lesquels il a été reconduit la même méthode que pour l'ATRD6, à savoir reconduction de la moyenne du réalisé sur la période ATRD6 inflatée.
- Des déposes de compteurs valorisés à partir de la VNC globale des compteurs non communicants constatée dans les comptes au 31/12/2024, ramenée à une valeur unitaire par division sur le nombre de compteurs non communicants présents dans le parc au 31/12/2024. La valeur unitaire obtenue est affectée chaque année en proportion du nombre de compteurs déposés selon la chronique 2026-2029. Détail du calcul ci- dessous :

En € 2024	2024	2025	2026	2027	2028	2029
VNC comptable au 31/12/2024	[Confidentiel]					
VNC résiduelle = VNC comptable 31/12/2024 - VNC compteurs déposés						
Nombre de compteurs non communicants dans le parc						
Nombre de compteurs déposés						
VNC unitaire au 31/12/2024						
VNC compteurs déposés annuellement						
VNC compteurs déposés cumul						

Tableau 121 – Détail de la trajectoire ATRD7 du poste « Coûts échoués » transmis par GreenAlp

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

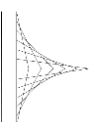
La trajectoire proposée tient compte des couts échoués liés aux actifs sortis du réseau hors compteurs : la méthode utilisée est le ratio moyen 2022-2024 des couts échoués en pourcentage de la BAR, qui est multiplié par la demande inflatée 2026-2029 de la BAR.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,03	0,04	0,02	0,02	0,03
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Ecart (en valeur)	-0,02	-0,02	-0,01	-0,01	-0,02
Ecart (en% du poste)	-67%	-66%	-45%	-45%	-58%

Tableau 122 –Coûts échoués, demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

GreenAlp ne comprend pas où sont traités les coûts échoués liés aux compteurs sortis du réseau.



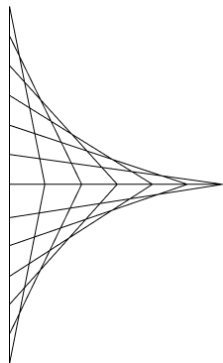
5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée à ce stade inclut les coûts échoués liés aux actifs sortis du réseau hors compteurs, la méthode utilisée est le ratio moyen 2022-2024 des couts échoués en pourcentage de la BAR, qui est multiplié par la demande inflatée 2026-2029 de la BAR ; ainsi que la trajectoire de la VNC des compteurs déposés annuellement transmise par GreenAlp (cf. 2)).

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande GreenAlp	0,03	0,04	0,02	0,02	0,03
Ajusté PIA-AEC final	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02
Ecart (en valeur)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (en% du poste)	-15%	-15%	-24%	-24%	-18%

Tableau 123 –Coûts échoués, demande et proposition finale





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

La raison d'être de PIA est de développer une expertise de qualité pour soutenir ses clients dans le développement d'infrastructures respectueuses de l'environnement et contribuant au progrès humain.

A ce titre, PIA s'engage à contribuer majoritairement à des projets compatibles avec le scénario de développement durable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ; contribuer à des projets favorisant l'atteinte de l'un des dix-sept objectifs de développement durables tels que définis par les Nations Unis ; et contribuer à la formation des compétences futures aux enjeux sociétaux, politiques, techniques, économiques et financiers du développement durable

www.parisinfrastructureadvisory.com

contact@parisinfrastructureadvisory.com

+33.6.50.16.87.23

15, Rue Lacépède, 75005, Paris - France

